

COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2** Chiffres clés au 30 juin 2019
- Page 3** Présentation et Gouvernance du Groupe BMCI
- Page 7** Extrait des États financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 30 juin 2019
- Page 17** Comptes sociaux au 30 juin 2019
- Page 27** Extrait des États financiers consolidés BNP Paribas au 30 juin 2019

ÉTATS AU 30 JUIN 2019



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



Le Groupe BMCI affiche à fin Juin 2019 un Produit Net Bancaire Consolidé de **1,54 milliard de dirhams**, soit une progression de **0,3%** par rapport au 30 Juin 2018.
Les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés à **813 millions de dirhams** et le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'établit à **52,9%**.
Le Coût du Risque Consolidé a baissé de **12,5%** à fin juin 2019 pour s'établir à **175 millions de dirhams**.
Au 30 juin 2019, le Résultat Avant Impôt Consolidé atteint **565 millions de dirhams** et le Résultat Net Consolidé s'élève à **353 millions de dirhams** soit une hausse de **1,6%** par rapport à fin juin 2018.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

1,54 MILLIARD DE DIRHAMS

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

724 MILLIONS DE DIRHAMS

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

353 MILLIONS DE DIRHAMS

COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

52,9%

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

53,5 MILLIARDS DE DIRHAMS

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

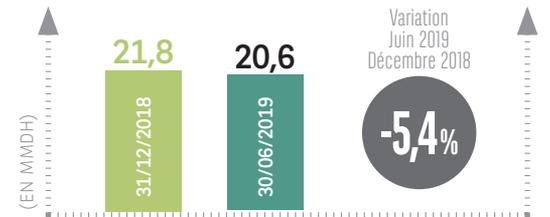
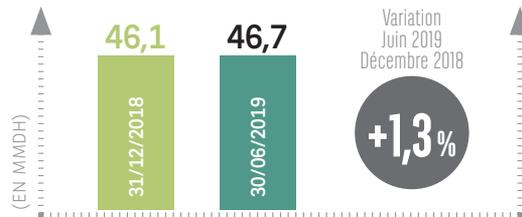
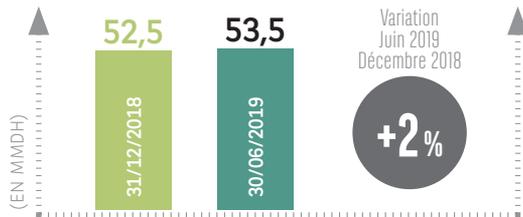
Les Crédits par Caisse à la Clientèle Consolidés ont atteint 53,5 milliards de dirhams à fin juin 2019 contre 52,5 milliards de dirhams au 31 décembre 2018, soit une hausse de 2%.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Dépôts de la Clientèle Consolidés ont enregistré une hausse de 1,3%, pour atteindre 46,7 milliards de dirhams à fin juin 2019 contre 46,1 milliards de dirhams au 31 décembre 2018 avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 71%.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Engagements par Signature Consolidés se sont établis à 20,6 milliards de dirhams à fin juin 2019, soit une baisse de 5,4% par rapport au 31 décembre 2018.



PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)

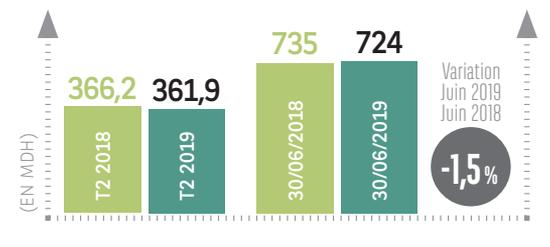
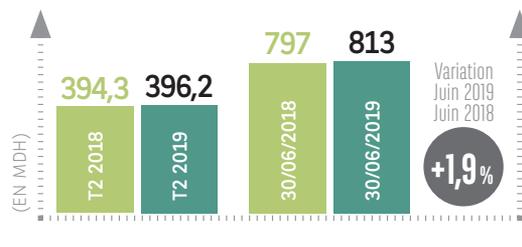
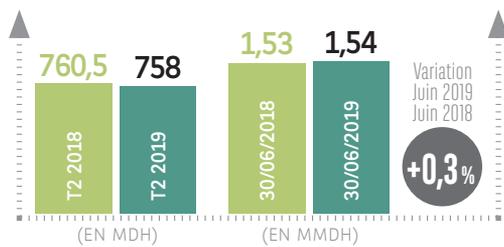
Le Groupe BMCI a réalisé un Produit Net Bancaire Consolidé de 1,54 milliard de dirhams à fin juin 2019 en hausse de 0,3% par rapport à fin juin 2018, due à l'effet conjugué de la hausse du résultat des opérations de marchés (+20,8%), de l'augmentation de la marge sur commissions (+4,5%) et d'une légère baisse au niveau de la marge d'intérêt (-3%).

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MDH)

À fin juin 2019, les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés et s'élèvent à 813 millions de dirhams. Par ailleurs, le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'affiche à 52,9% à fin juin 2019.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Résultat Brut d'Exploitation Consolidé s'établit à 724 millions de dirhams à fin juin 2019, soit une baisse de 1,5% par rapport à fin juin 2018.



COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

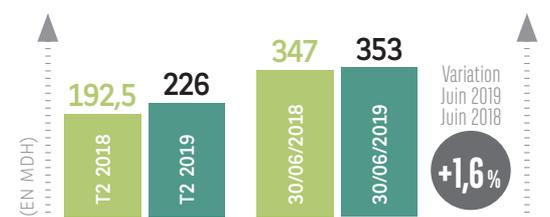
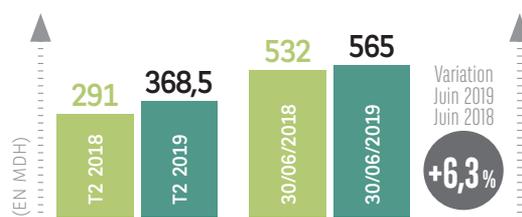
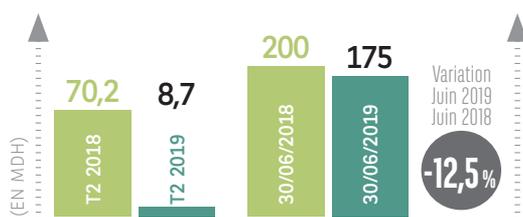
Le Coût du Risque Consolidé a baissé de 12,5% à fin juin 2019 par rapport à fin juin 2018. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 79,8%.

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Groupe BMCI affiche un Résultat Avant Impôts Consolidé de 565 millions de dirhams à fin juin 2019, en augmentation de 6,3% par rapport à fin juin 2018.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Résultat Net Consolidé s'est établi à 353 millions de dirhams à fin juin 2019, soit une hausse de 1,6% par rapport à fin juin 2018.



L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de mars 2019 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable** • Note à court terme : **F1+ (mar)** • Note de soutien extérieur : **2**

COMMUNICATION FINANCIÈRE

PRÉSENTATION ET GOUVERNANCE
DU GROUPE BMCI

3
2678
412678
5101417
913289



1. PRÉSENTATION DU GROUPE BMCI

Créée en 1943, la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) exerce une activité de banque universelle et multi-métiers en s'appuyant sur un modèle de banque intégrée et diversifiée. Coté à la Bourse de Casablanca et acteur important de l'économie marocaine depuis plusieurs décennies, le Groupe BMCI emploie plus de 3000 collaborateurs et accompagne au quotidien des clients particuliers, professionnels, entreprises et institutionnels à travers tout le Royaume.

Le Groupe BMCI met à la disposition de ses clients toute l'expertise et le savoir-faire du Groupe BNP Paribas à travers une organisation commerciale adaptée et évolutive, permettant d'accompagner l'évolution des besoins de ses clients. Il assure, ainsi, une présence de proximité auprès de sa clientèle via un réseau d'agences dédié aux particuliers et aux professionnels couvrant l'ensemble du territoire national et un maillage de centres d'affaires pensés pour accroître l'efficacité commerciale et assurer une expérience client de qualité. Par ailleurs, le Groupe BMCI tend à proposer continuellement des solutions digitales et innovantes touchant à la fois sa manière d'interagir avec les clients mais également ses process en interne pour un maximum d'efficacité.

De plus, le Groupe BMCI met en place une banque commerciale regroupant trois lignes de métier que sont : (I) le Corporate Banking, partenaire privilégié des entreprises proposant des solutions sur mesure à sa clientèle en termes de financement de la croissance, de gestion des flux et du cycle d'exploitation, de développement du commerce à l'international ou encore de gestion des risques, (II) le Retail Banking, entité dédiée aux clients particuliers, professionnels et très petites entreprises qui englobe également BMCI Najmah, fenêtre participative, et la Banque Privée en charge des clients à haut niveau de revenu, ainsi que (III) la Business unit crédit à la Consommation qui profite de toute l'expertise développée par le Groupe BNP Paribas.

Parallèlement à son activité de banque commerciale, le Groupe BMCI est présent dans de nombreux métiers à travers des filiales ou sociétés spécialisées dont principalement : BMCI Leasing ; BMCI Bourse ; BMCI Asset Management ; BMCI Finance ; BMCI Banque Offshore ; BMCI Assurance et Arval Maroc.

La politique RSE mise en place par le Groupe BMCI, à l'instar du Groupe BNP Paribas, s'inscrit dans sa volonté d'être un acteur économique responsable et engagé auprès de son environnement économique et social. Consciente de sa responsabilité auprès de ses collaborateurs, de ses clients et de la société dans sa globalité, la BMCI a lancé sa démarche RSE, en s'appuyant sur quatre piliers : responsabilité économique, sociale, civique et environnementale. Dans le cadre de son engagement RSE, le Groupe BMCI est la première banque marocaine à recevoir le label de la responsabilité sociale, délivré en 2014 et renouvelé en 2018 par le comité d'attribution du Label CGEM. La banque a également été primée, à plusieurs reprises, dans le classement de l'indice Vigeo Eiris Best EM Performers pour l'ensemble de ses activités économique, sociale, civique et environnementale.

2. GOUVERNANCE DU GROUPE BMCI

2.1 LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

2.1.1 Dispositions générales

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par son règlement intérieur.

2.1.2 Composition du Conseil de Surveillance

Suivant l'article 15 des statuts de la BMCI, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus. En cas de fusion, le nombre maximum de membres du Conseil de Surveillance pourra être porté à 27 ou 30, en application et dans le respect des stipulations de l'alinéa 2 de l'article 83 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Les membres sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire et la durée de leur fonction est fixée à trois années. Ils sont rééligibles et ne peuvent être révoqués que par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

À fin juin 2019, le Conseil de Surveillance de la BMCI se compose des membres suivants :

Nom	Qualité	Indépendance	Date de nomination	Expiration du mandat
M. Jaouad HAMRI	Président	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Michel PEBEREAU	Vice-Président - État-major comité direct mandataire social au sein de BNP Paribas	-	27-mai-04	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Janie LETROT	Membre	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Mohamed Hassan BENSALAH	Membre	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Christian DE CHAISEMARTIN	Membre - Responsable des risques IRB au sein de BNP Paribas	-	21-juin-18	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Alain FONTENEAU	Membre - Responsable de projets IRB au sein de BNP Paribas	-	26-mai-09	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Yves MARTRENCHAR	Membre - Etat-major Comité de direction Ressources Humaines Groupe au sein de BNP Paribas	-	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Sofja MERLO	Membre - Responsable Wealth Management International Financial Services au sein de BNP Paribas	-	07-mai-14	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Jean-Paul SABET	Membre - Responsable zone géographique IRB au sein de BNP Paribas	-	21-juin-18	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Dounia TAARI	Membre	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
AXA Assurance Maroc	Représentée par M. Philippe ROCARD, Président Directeur Général	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Assurance SANAD	Représentée par M. Mustapha BAKKOURY, Administrateur	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
BNP Paribas IRB Participations	Représentée par M. Didier MAHOUT, responsable des activités Corporate au sein d'International Retail Banking du Groupe BNP Paribas	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

2.1.3 Rôles du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire.

Le mandat du conseil de surveillance de la BMCI comprend des missions générales et des missions de vigilance; il exerce des pouvoirs de nomination et de rémunération ; il veille à promouvoir l'intégrité des comportements au sein du groupe. Le Conseil de Surveillance se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Banque et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil de Surveillance est également responsable en dernier ressort de la solidité financière de la banque. Il définit ses orientations stratégiques y compris sa politique d'extension aussi bien au niveau local qu'à l'international et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil de Surveillance exerce une surveillance efficace de la gestion par le directoire des activités de la banque en s'appuyant sur les travaux des fonctions d'audit interne, de conformité, de contrôle permanent et de gestion et contrôle des risques.

2.1.4 Critère d'indépendance et parité Hommes / Femmes des membres du Conseil de Surveillance

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment la loi n° 103-12 et la circulaire 5/W/2016 de Bank Al-Maghrib sur la gouvernance au sein des Établissements de Crédit, le Conseil de Surveillance de la BMCI compte trois membres indépendants.

La qualité d'Administrateur Indépendant répond aux critères définis dans la circulaire du Wali de Bank Al-Maghrib du 5/W/2016 du 10 juin 2016 fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration ou de surveillance des établissements de crédit.

Par ailleurs, la diversité des genres et la promotion des femmes font partie des engagements prioritaires de la BMCI, avec quatre grands axes



d'actions pour favoriser l'égalité professionnelle : la sensibilisation, le développement des compétences, le networking et le mentoring.

La nomination et la promotion de plusieurs collaboratrices à haut niveau au sein du Conseil de Surveillance constituent un signe fort de la politique mise en œuvre afin de favoriser l'égalité professionnelle.

Ainsi, au cours des trois dernières années, le nombre de femmes au sein du Conseil de Surveillance s'élève à trois, soit 23,1% de l'effectif total des membres du Conseil.

2.1.5 Comités rattachés au Conseil de Surveillance

Pour faciliter l'exercice de leurs fonctions par ses membres, le Conseil de Surveillance de la banque institue en son sein des comités spécialisés qui sont chargés d'analyser en profondeur certaines questions spécifiques et de le conseiller dans ces domaines. Afin de prendre en compte la nature et les spécificités de l'activité bancaire, les comités du conseil de la BMCI comprennent : (a) le comité d'audit, (b) le comité des risques, (c) le comité des rémunérations, des nominations et de gouvernement d'entreprise.

a. Comité d'audit

Le comité d'audit est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans l'évaluation de la qualité et de la cohérence du dispositif de contrôle interne conformément aux dispositions de la circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib relatives au contrôle interne des établissements de crédit.

Le système de contrôle interne consiste en un ensemble de dispositifs visant à assurer en permanence, notamment : la vérification des opérations et des procédures internes ; la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ; la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ; l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Se réunissant à une fréquence trimestrielle une semaine avant la tenue du Conseil de Surveillance, le Comité d'audit est composé d'un président non exécutif et de trois membres permanents non exécutifs dont le tiers au moins est indépendant. Le président et les membres permanents sont choisis parmi les membres du Conseil de Surveillance.

Dans ces conditions, le comité d'audit assure la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne, de la gestion des risques et de la conduite de l'activité d'audit sur l'ensemble du groupe BMCI.

Le comité a notamment pour attributions :

- De porter une appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et de proposer, le cas échéant, des actions complémentaires à ce titre ;
- D'évaluer le dispositif de vigilance et de veille interne relatif au risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme ;
- D'évaluer la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne ;
- De recommander la nomination des commissaires aux comptes ou, à titre dérogatoire, le renouvellement de leur mandat au-delà de deux mandats consécutifs ;
- De définir les zones de risques minimales que les auditeurs internes et les commissaires aux comptes doivent couvrir ;
- De vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières destinées au Conseil de Surveillance et aux tiers et de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'élaboration des comptes individuels et consolidés ;
- D'approuver la charte d'audit et le plan d'audit et d'apprécier les moyens humains et matériels alloués à la fonction d'audit interne et de s'assurer que les auditeurs internes possèdent les compétences nécessaires et proposer éventuellement les mesures à prendre à ce niveau ;

- De prendre connaissance des rapports d'activité et des recommandations des fonctions d'audit interne, de contrôle permanent et de conformité, des commissaires aux comptes et des autorités de supervision ainsi que des mesures correctrices prises ;

- D'examiner l'efficacité du dispositif de gestion des risques sur la base de reporting de missions d'audit spécifiques.

Au 30 juin 2019, le comité d'audit est composé de :

- M. Alain FONTENEAU, Président ;
- Mme Janie LETROT HADJ HAMOU, Membre indépendant ;
- M. Mohamed Hassan BENSALAH, Membre ;
- M. Philippe ROCARD, Membre.

b. Comité des risques

Le comité des risques est chargé d'accompagner le Conseil de Surveillance en matière de stratégie et de gestion des risques, conformément aux dispositions de la circulaire de Bank-Al-Maghrib sur le contrôle interne.

La mission du comité porte sur les risques de toute nature : de crédit, de marché, opérationnel, de taux d'intérêt, de la concentration de crédit, de liquidité, de règlement-livraison pays et de transfert, ainsi que des risques liés aux activités externalisées.

Le comité s'assure de la mise en place d'un dispositif de pilotage, intégré et harmonisé au sein du groupe BMCI, assurant une surveillance effective des activités et des risques des filiales locales et à l'étranger. Les informations relatives à ces activités et aux risques qui y sont associés doivent être aisément accessibles au niveau de BMCI SA et faire l'objet de rapports réguliers au Conseil de Surveillance et à Bank Al Maghrib.

Se réunissant à une fréquence trimestrielle, le Comité des risques est composé de quatre administrateurs non exécutifs dont le Président est membre indépendant. Aucun quorum n'est requis pour la tenue des réunions du comité des risques.

Le comité a notamment pour attributions :

- De conseiller le Conseil de Surveillance concernant la stratégie en matière de risque et le degré d'aversion aux risques ;
- De s'assurer que le niveau des risques encourus est contenu dans les limites fixées par le directoire conformément au degré d'aversion aux risques défini par le Conseil de Surveillance ;
- D'évaluer la qualité du dispositif de mesure, maîtrise et surveillance des risques de BMCI et de son groupe ;
- De s'assurer de l'adéquation des systèmes d'information eu égard aux risques encourus ;
- D'apprécier les moyens humains et matériels alloués aux fonctions de gestion et de contrôle des risques et de veiller à leur indépendance.

Au 30 juin 2019, le comité des risques est composé des membres suivants :

- Mme Dounia TAARJI, Président, Membre indépendant ;
- M. Didier MAHOUT, Membre ;
- M. Christian de CHAISEMARTIN, Membre.

c. Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise

Instance émanant du Conseil de Surveillance, le Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont un indépendant. Ce Comité se réunit annuellement ou chaque fois que nécessaire à la discrétion des membres du Comité. Aucun quorum n'est requis pour la tenue des réunions du comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise.

Au titre de sa compétence sur les nominations, ce comité est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans le processus de nomination et de renouvellement de ses membres ainsi que ceux de l'organe de



direction. Ce comité veille également à ce que le processus de nomination et de réélection soit organisé d'une manière objective, professionnelle et transparente.

Au titre de sa compétence sur les rémunérations, ce comité est chargé d'accompagner le Conseil de Surveillance dans la conception et le suivi du bon fonctionnement du système de rémunération. Il veille à ce qu'il soit approprié et en conformité avec la culture de la Banque, sa stratégie à long terme des risques, sa performance et l'environnement de contrôle ainsi qu'avec les exigences législatives et réglementaires.

Au titre du gouvernement d'entreprise, la mission du comité est de veiller à la bonne application de la directive de Bank Al-Maghrib sur la gouvernance des établissements de crédit, ainsi que sur la conformité des règles de gouvernance de la BMCI avec les principes généraux du groupe BNP Paribas dans ce domaine.

Au 30 juin 2019, le comité des nominations, rémunérations et gouvernance d'entreprise est composé de :

- M. Jean-Paul SABET, Président ;
- M. Jaouad HAMRI, Membre indépendant ;
- M. Yves MARTRENCAR, Membre.

2.2 LE DIRECTOIRE

2.2.1 Composition du Directoire

BMCI est dirigée par un Directoire qui assume ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Conformément à la loi n° 17-95 régissant les sociétés anonymes telle que modifiée et complétée et aux dispositions statutaires (art. 14), les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance, dont le nombre est compris entre deux et sept.

La durée de fonctions des membres du Directoire est fixée à trois années à compter de la date de réunion du Conseil de Surveillance qui les a nommés. Leur mandat expire à la date de la première réunion du Conseil de Surveillance renouvelé et/ou nommé par l'Assemblée Générale annuelle ayant statué sur les comptes du 3^{ème} exercice suivant (I) la nomination et/ou (II) le renouvellement dudit Conseil de Surveillance dont la réunion doit se tenir, au plus tard, à la date d'expiration du mandat des membres du Directoire. (Cf. à l'article 14.2.1 des statuts de la BMCI).

À fin juin 2019, le Directoire de la BMCI se compose des membres suivants :

Nom	Fonctions au sein de la BMCI	Date du début du mandat	Date d'expiration du mandat
Laurent DUPUCH	Président du Directoire	04-oct-13	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Rachid MARRAKCHI	Directeur Général	06-déc-05	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Didier DUFOUR	Directeur Général Adjoint en charge des fonctions supports	11-déc-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Idriss BENSMAIL	Directeur Général Adjoint en charge des métiers du commerce	20-déc-13	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

2.2.2 Comités rattachés au Directoire

a. Comité ALCO

Le comité ALCO a pour mission :

- Analyser les indicateurs de risque de taux, de liquidité et de change ;
- Analyser les besoins de liquidité et valider la politique de gestion et de couverture des risques proposée par l'ALMT ;
- Prendre le cas échéant les décisions suite à l'activation du Liquidity Contingency Plan (LCP) ;
- Valider les règles de calcul du taux de cession interne par abréviation (TCI) et les niveaux de TCI proposés par l'ALMT ;

- Valider les méthodologies et les modèles utilisés pour mesurer et gérer les risques financiers de taux et de liquidité dont les hypothèses comportementales employées (remboursements anticipés, etc...) ;
- Analyser le GAP de taux et valider les limites de gestion proposées par l'ALMT ;
- Valider la courbe des taux pour le calcul du refinancement en monnaie locale et en devises si cette courbe est différente de la courbe Funding du Groupe ;
- Définir les stratégies opérationnelles à mettre en place dans le cadre d'une gestion saine et prudente.

b. Comité Ressources Humaines

Le Comité des Ressources Humaines traite des sujets concernant la gestion des ressources humaines de la Banque, tant sur le plan de la rémunération, de la mobilité, des recrutements que de la formation.

c. Comité de Crédit

Le Comité de Crédit statue sur les décisions d'octroi de crédits concernant les dossiers qui lui sont remontés par le réseau d'exploitation.

d. Comité de la Conformité

Ce Comité a pour mission d'examiner tous les sujets liés à la Conformité, et de faire le point notamment sur son activité pendant le mois précédent ; les principales statistiques et les alertes remontées ; les relations avec le régulateur notamment les nouveautés réglementaires et les missions menées par les régulateurs ainsi que les décisions à prendre sur les dossiers qui sont présentés au Comité.

e. Comité de Sécurité et Hygiène

Le comité de sécurité et hygiène est en charge des missions suivantes :

- Détecter les risques professionnels auxquels sont exposés les salariés de la Banque ;
- Assurer l'application des textes législatifs et réglementaires concernant la sécurité et l'hygiène ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection de salariés contre les risques professionnels ;
- Veiller à la protection de l'environnement au sein de la Banque ;
- Présenter des propositions concernant la réadaptation des salariés handicapés dans l'entreprise ;
- Donner son avis sur le fonctionnement du service médical du travail ;
- Développer le sens de prévention des risques professionnels et de sécurité au sein de la Banque ;
- Procéder à une enquête à l'occasion de tout accident du travail, de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- Établir un rapport annuel sur l'évolution des risques professionnels au sein de la Banque.

f. Comité Capital

Le Comité Capital est chargé de suivre l'évolution des ratios de solvabilité et d'anticiper les besoins en capital de la Banque.

g. Comité Performance et Management

Le Comité Performance et Management a pour mission d'examiner, analyser et piloter les performances financières de la banque et de ses différentes lignes de métier.



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationale », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 30 Juin 2019.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 Juin 2019, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisées relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS & PRINCIPE DE CONSOLIDATION :

1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION, NORMES APPLIQUÉES PAR LE GROUPE ET REGROUPEMENT D'ENTREPRISE :

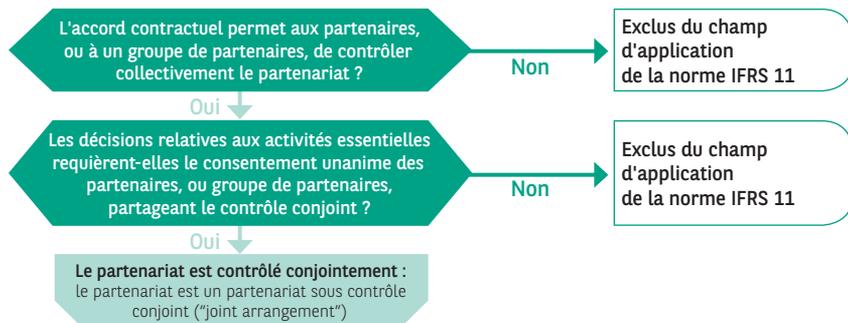
Périmètre de consolidation : Notions de contrôle et Méthode de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

- Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif (IFRS 10) d'une filiale lorsqu'il est en mesure de :
 - Détenir le pouvoir sur l'entité,
 - Exposer ou avoir des droits sur les rendements variables provenant de son implication dans l'entité,
 - Avoir la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à affecter le montant de ses rendements.
- Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle (IFRS 11). Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle d'une part et d'autre part lorsqu'il :
 - Est exposé ou a des droits à des rendements variables provenant de son implication dans le partenariat,
 - A la capacité d'affecter ses rendements grâce à son pouvoir sur le partenariat.

L'appréciation du contrôle conjoint se résume comme suit :



- Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence (IAS 28). Le groupe exerce une influence notable lorsqu'il possède le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

L'existence de l'influence notable de la BMCI peut généralement être mise en évidence par :

- La représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue
- La participation au processus d'élaboration des politiques financières et opérationnelles de l'entité
- Des transactions significatives entre la BMCI et l'entreprise détenue
- Un échange de personnels dirigeants
- La fourniture d'informations techniques essentielles.

Le périmètre de consolidation de la BMCI au 30 Juin 2019 :

Dénomination	Secteur d'activité	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
BMCI BANK	Banque	Top	-	-
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100%	100%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
ARVAL Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100%	100%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100%	100%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100%	100%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100%	100%
IMMOBILIÈRE Sidi Maârouf	Société immobilière	IG	100%	100%

IFRS 23 :

Entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019, l'interprétation IFRIC 23 clarifie la mise en œuvre de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » en matière de comptabilisation et d'évaluation, lorsque l'incertitude entoure le traitement de l'impôt sur le résultat.

Cette incertitude peut avoir une incidence sur la détermination du bénéfice imposable, des bases fiscales, des pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés et des taux d'imposition.

Plus spécifiquement, il est nécessaire de déterminer si les positions fiscales décidées par l'entité seront validées ou non par l'autorité fiscale compétente.

Méthode de transition :

Le groupe BMCI opte pour une application de l'IFRIC 23 selon la méthode rétrospective avec effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture de l'exercice.

IFRS 13 :

Obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013, la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » définit les modalités de calcul de la valeur de marché ainsi que les informations à fournir en annexe lorsque d'autres normes permettent ou requièrent une évaluation à la valeur de marché ou des informations sur cette valeur. Pour déterminer la valeur de marché selon IFRS 13, la BMCI donne la priorité d'abord à l'utilisation de prix directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques avant de recourir à des paramètres internes.

Les paramètres utilisés dans les techniques de valorisation sont classés dans une hiérarchie à trois niveaux, en fonction de l'observabilité de ces paramètres, la primauté étant donnée au niveau 1, puis au niveau 2 et enfin au niveau 3.

Impact des méthodes de valorisation sur la hiérarchie

Pour procéder à l'évaluation des instruments financiers, la BMCI utilise l'une des quatre techniques suivantes :

- Technique du prix** : utilisation d'un prix pour évaluer un produit identique ; cette technique est principalement utilisée pour l'évaluation des valeurs mobilières, mais également pour les contrats à terme normalisés (futures) et certaines options cotées. Si l'instrument est fongible, liquide et identique au contrat

coté, il s'agit d'une évaluation de « niveau 1 » selon les normes IFRS, mais s'il est uniquement similaire il est classé au « niveau 2 ».

- Technique de comparaison** : elle utilise des produits similaires et souvent des liens entre les caractéristiques des produits pour réaliser l'évaluation. Elle peut également utiliser des multiples de marché. Les techniques de comparaison conduisent généralement à des valeurs de marché de niveau 2 ou 3, en fonction du degré de similarité des instruments et des ajustements passés pour prendre en compte les spécificités de l'instrument évalué.
- Technique de réplcation par modèle** : elle consiste à décomposer le produit en composantes ou facteurs de risque afin de répliquer sa valeur de manière statique ou dynamique. Cette technique équivaut mathématiquement à valoriser en utilisant la théorie des martingales et en faisant des prévisions pour toute évaluation équivalente à l'évaluation en risque neutre.
- Technique des flux de trésorerie attendus** : consiste à prévoir les flux de trésorerie futurs incertains des instruments financiers puis à les actualiser en tenant compte d'une prime de risque de marché. Pour cela diverses techniques sont disponibles, notamment la modélisation macro-économique en utilisant des fonctions d'« utilité » et l'analyse des statistiques historiques. Il est à noter que cette technique ne fournit pas de couverture de la valeur puisque c'est l'objectif principal de la Technique de réplcation par modèle.

IFRS 15 :

Cette norme remplace la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction », leurs interprétations et introduit un principe fondamental selon lequel la comptabilisation du chiffre d'affaires doit traduire, pour le montant auquel un vendeur s'attend à avoir droit, le transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service

La norme IFRS 15 énonce une approche développée comprenant 5 étapes successives depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance en résultat d'un produit lorsqu'une obligation de performance est remplie :

ÉTAPE-1 | L'identification des différents éléments des contrats conclus avec les clients

ÉTAPE-2 | L'identification des obligations de performance

ÉTAPE-3 | L'évaluation du prix de la transaction avec la prise en compte ou non des rémunérations variables

ÉTAPE-4 | L'allocation du prix aux différentes obligations de performance

ÉTAPE-5 | La comptabilisation des revenus

IFRS 16 :

La norme IFRS 16 (Contrats de locations), publiée le 13 Janvier 2016, remplace la norme IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et 27.

La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

Définition :

Selon l'IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie :

Existence d'un actif identifié*

* Pas d'actif identifié si le fournisseur conserve un droit de substitution substantiel



Droit pour le preneur de contrôler l'utilisation du bien pour une période déterminée et moyennement une rémunération

- Décider l'utilisation du bien déterminé (comment et pour quelle fin l'actif est utilisé)
- Obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien



LOCATION

Les composantes locatives et non locatives sont comptabilisées séparément :

- La norme IFRS 16 s'applique à la composante locative
- D'autres normes s'appliquent à la composante non locative

Les preneurs peuvent faire le choix par catégorie de bien sous-jacents de comptabiliser les composantes locatives et non locatives en tant que contrat de location. En pratique, le groupe n'applique pas cette mesure de simplification.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Méthode de transition :

Le Groupe BMCI a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée pour laquelle le droit d'utilisation est la valeur comptable considérant comme si la norme avait été appliquée depuis la date de commencement et les paiements de location à l'ouverture étant actualisés en utilisant la date d'emprunt supplémentaire du preneur à la date de la première application (1^{er} Janvier 2019).

Par conséquent, l'impact FTA de la norme IFRS 16 est comptabilisé en capitaux propres.

La BMCI a opté pour les deux exemptions rendues possible par la norme :

- Contrat de location relatif à des biens de faible valeur.
- Contrat de location ayant une durée inférieure à un an.

Comptabilité du preneur : Comptabilisation, évaluation et présentation.

Étapes	Description
Comptabilisation et évaluation initiale	Initialement comptabilisation d'un droit d'utilisation de l'actif et d'un passif de location à la valeur actualisée des paiements de loyers. L'actif de droit d'utilisation est ajusté des prépaiements de loyers, avantages reçus, coûts directs initiaux engagés par le preneur, estimations des coûts de restauration, d'enlèvement et de démantèlement
Évaluation ultérieure du droit d'utilisation et du passif de location	Le droit d'utilisation de l'actif est amorti conformément à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles Le preneur augmente le passif lié au contrat de location afin de refléter les intérêts et réduits le passif des paiements de loyers effectués
Présentation du droit d'utilisation dans les états financiers	Séparément des autres actifs (non pris en location), ou avec les actifs sous-jacents correspondants en détaillant en annexe les postes contenant les actifs de droit d'utilisation. Charges d'amortissement en frais généraux
Présentation du passif de location dans les états financiers	Séparément des autres passifs, ou avec ces autres passifs et communication en annexe des postes contenant les passifs de location. Charges d'intérêts en Produit Net Bancaire



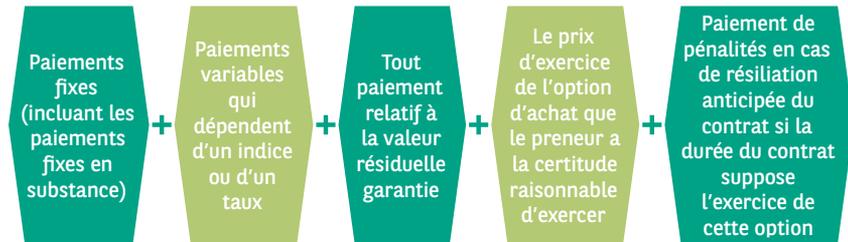
Durée du contrat de location :

En ce qui concerne la durée de location, elle est synthétisée comme suit :



Passif de location :

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée de :



L'évaluation ultérieure du passif de location correspond aux situations nécessitant une réévaluation du contrat ainsi que leur impact :

- Changement dans l'évaluation initiale de la durée de la location ou des options d'achat/résiliation :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Révision du taux d'actualisation
- Changements dans les indices ou les taux affectant les paiements :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Taux d'actualisation inchangé

IFRS 9 :

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

La norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs, de dépréciation et de modèle général de la comptabilité de couverture.

La date d'application de la norme IFRS 9 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, sans comparatif.

Classement et évaluation des actifs financiers

Trois catégories d'actifs sont définies dans IFRS 9 au lieu de quatre dans IAS 39 :

- Coût amorti («AC»),
- Juste valeur par capitaux propres (FVOCI), déclinée en deux sous-catégories :
 - « FVOCID » pour les instruments de dette
 - « FVOCIE » pour les instruments de capitaux propres
- Juste valeur par le résultat (FVPL)

À l'exception des actifs financiers désignés sur option à la FVPL à la comptabilisation initiale en cas de non-concordance comptable, deux critères sont utilisés pour établir comment classer et évaluer les actifs financiers :

Le Modèle de Gestion («Business Model») suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

Le modèle de Gestion doit refléter la manière avec laquelle l'entité gère les actifs financiers en vue de générer des cash-flows.

Trois modèles de Gestion possibles :

- **Held To Collect contractual cash flows (HTC)** la collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion «collecte»
- **Held To Collect and Sale (HTC&S)** la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion «collecte et vente»
- **Autre (Held For Sale - HFS)** Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion «autre/vente»

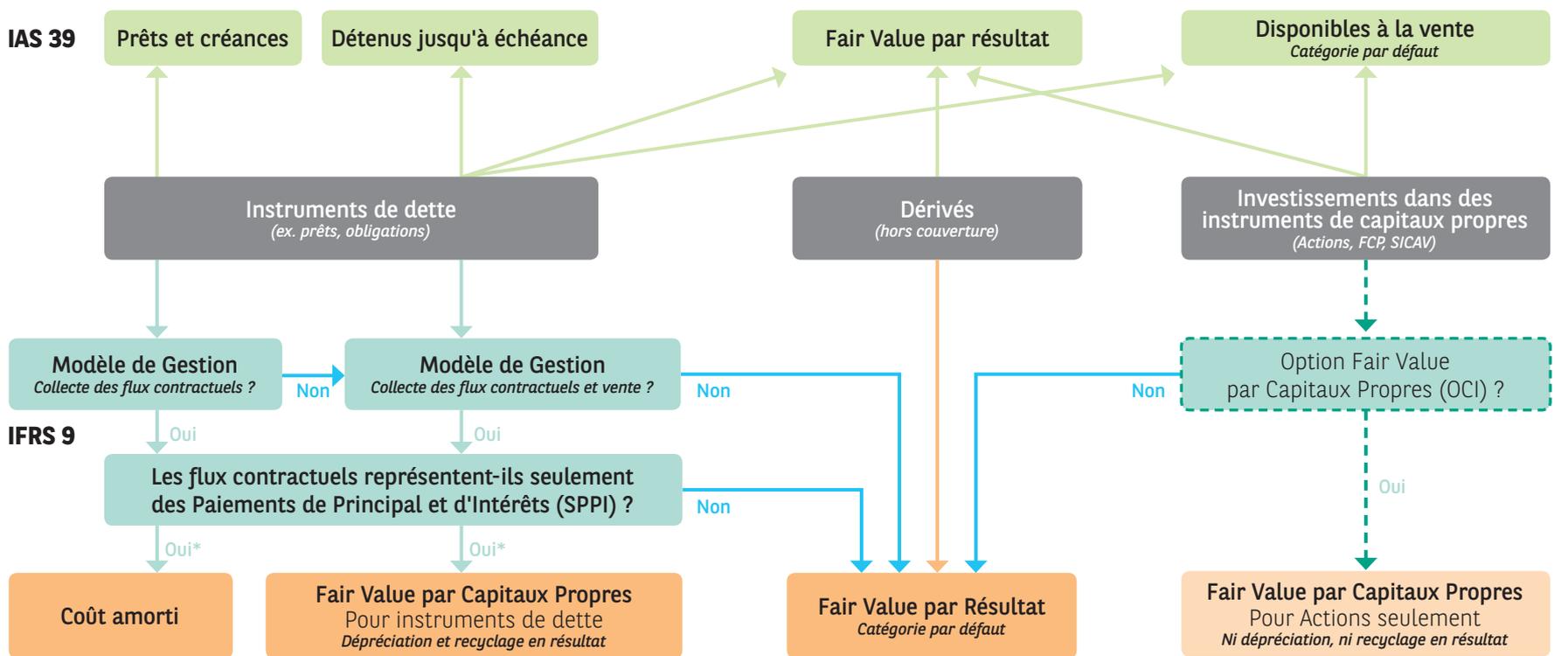
les caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Ce critère s'appuie sur l'existence ou non de modalités contractuelles au niveau de l'instrument donnant lieu à dates spécifiées à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû (désigné comme le test « SPPI ») (Solely Payments of Principal and Interests). Si un instrument a des caractéristiques contractuelles qui peuvent accroître la variabilité des flux de trésorerie, il ne peut être comptabilisé en AC ou en FVOCID.

Par défaut, les instruments de capitaux propres et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat (FVPL). Cependant, les instruments de capitaux propres (actions) peuvent être constatés à la juste valeur par capitaux propres au cas par cas (sans recyclage des profits et pertes constatés en « OCI »). Dès lors que l'option de désigner un instrument de capitaux propres à la FVOCI est retenue

- Seuls les dividendes qui ne représentent pas la récupération d'une partie du coût de l'investissement sont constatés en résultat (cf. encadré ci-dessous).
- Les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en OCI.
- Les variations de justes valeurs constatées en OCI ne sont pas ultérieurement transférées en résultat (elles peuvent être transférées en profit ou perte cumulé(e) au sein des capitaux propres). Par conséquent, en cas de vente de l'investissement, aucun profit ou perte n'est comptabilisé lors de la cession.

L'arbre de décision ci-dessous synthétise les dispositions d'IFRS9 en matière de classement et d'évaluation :



* Si l'option Fair Value n'est pas utilisée. Possible pour incohérence comptable

Classement et évaluation des passifs financiers

Les dispositions relatives aux passifs financiers n'ont pas beaucoup changé

- Il y a toujours deux catégories comme dans IAS 39 : juste valeur par le résultat («FVPL») et autres passifs (coût amorti).
- Pour les dérivés incorporés dans des passifs financiers, les principes de séparation et l'application des dispositions d'IAS 39 ont été conservés dans IFRS 9.
- L'option juste valeur («FVO») a été conservée (pour les non-concordances comptables, l'existence d'un dérivé incorporé, le traitement à la juste valeur).

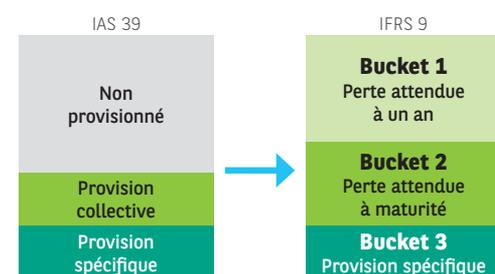
Le seul changement introduit par IFRS 9 concernant les passifs financiers a trait à la comptabilisation des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur sur option, qui sont à constater en capitaux propres («OCI»).

Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de «Dettes» appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique «Prêts et Créances», à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en «Actifs financiers à la valeur de marché par résultat».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS :

Évolution du champ d'application



- Un seul modèle de provisionnement pour :
 - Les instruments financiers mesurés à coût amorti
 - Les instruments financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres
 - Pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière



IFRS 9 a introduit une vision en 3 étapes (appelée Bucket 1, 2 ou 3) qui permet d'anticiper les pertes d'un actif financier au cours du temps.

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains.
- Le «Forward looking» : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut.
- Le suivi et la dégradation du risque de crédit depuis l'origine au niveau de l'autorisation.
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location financement.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- «**Bucket 1**» est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels sera calculée une perte de crédit attendue à horizon un an.
- «**Bucket 2**» regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.

- «**Bucket 3**» correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le Bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Le modèle de classification entre Buckets retenu par la BMCI correspond aux guidelines données et validées par le groupe après prise en compte des spécificités locales. Il se base sur les critères de dégradation de la qualité du risque de l'engagement soit en termes de dégradation de rating soit en termes de survenance d'impayés qui perdurent plus de 30 jours.

Le calcul de la provision en normes IFRS9 diffère selon qu'il s'agit du Bucket 1 ou Bucket 2 en ce sens qu'il fait intervenir des paramètres de calcul et de mesures de risques spécifiques selon le Bucket.

En effet, le calcul des dépréciations est déterminé selon les principes suivants :

- lors de l'origination de l'autorisation : le calcul de la dépréciation (EL) se fait à horizon d'un an pour les actifs à risque faible, au regard de leur notation favorable.
- lors des évaluations ultérieures : toutes les dégradations du rating au-delà des seuils définis par les guidelines sont transférées au Bucket 2 et leur dépréciation est calculée à maturité.
- lorsque le risque est avéré, le calcul de la dépréciation revient à celui qui était établi en spécifique en norme IAS 39.

Ces principes sont résumés dans le schéma ci-dessous :



2. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES:

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique «Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles» du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros oeuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les surveleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique «Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles» du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique «Gains nets sur autres actifs immobilisés».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique «Produits des autres activités» ou «Charges des autres activités».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composants.
- Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.

L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif.

La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

Tableau des composants Groupe BMCI.

Nature du composant	Durée d'amortissement en années	POIDS DU COMPOSANT
Gros oeuvre	60	59%
Façade	30	18%
IGT	20	23%

3- LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

Catégories d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

4- GOODWILL :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

5- LES IMMEUBLES DE PLACEMENT :

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

6- LES AVANTAGES AU PERSONNEL :

Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des «Unités de Crédit Projetées», qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

Options retenues par la BMCI :

A la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des «unités de crédit projetées».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations. Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.



7- IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ :

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

8- DÉRIVÉS :

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

9- DÉRIVÉS INCORPORÉS :

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Au 30 Juin 2019, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

10- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE :

Les dépôts de la clientèle sont comptabilisés au coût historique.

11- PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

12- PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 Juin 2019, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

13- UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers. C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore;
- Financements spécialisés : BMCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement. Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-);
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1);
- les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n°14/G/2013

Ratio de Solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n° 26/G/2006.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank Al-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de taux et de liquidité ;
- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

1- LE RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc. Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

Contrôles de 1^{er} niveau : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

Contrôles de 2^{ème} niveau : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^{ème} niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

Contrôles de 3^{ème} niveau : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tous, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné.

La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition.

Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

2- RISQUES DE MARCHÉ :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres ; autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes Bâloises.

Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Bâloises et aux standards du Groupe BNP Paribas. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
 - Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
 - Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
 - Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché
- La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer



un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
 - Un contrôle de 2^{ème} niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marché qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading
 - En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM «Group Risk Management» du Groupe BNP Paribas
 - Un suivi fonctionnel de 3^{ème} niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale
- Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :
- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
 - Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
 - Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
 - Position sur option : Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites...

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change :

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BNCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR «Gross Earning at Risk» (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change

Risque de Taux et Risque Obligataire :

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BNCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test :

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche «Mark To Market» qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche «Funding» qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

3- RISQUE DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ :

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au Groupe BNP Paribas (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BNCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination du Taux de Cession Interne adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés au Book Fonds Propres.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.
- L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BNCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèles longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance. Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont «écoulées» selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la Banque et de ses concurrents. Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

4- RISQUES OPÉRATIONNELS :

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant «un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le «Groupe BNP Paribas», le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BNCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BNCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standards. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel.

Le régulateur a édicté les textes relatifs au Pilier II «Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes» ainsi que le Pilier III «Dispositif sur la discipline de marché».

Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BNCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques

Courant l'année 2013, la BNCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BNCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013

ORGANISATION ET GESTION DES RISQUES:

Risque de crédit :

La BNCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BNCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle II en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BNCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché. L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BNCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle II.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BNCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
 - une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
 - une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
 - un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.
- Le Groupe BNCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :
- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BNCI.
 - un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et l'exhaustivité des données.

L'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs .
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 609 721	2 236 143
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 028 365	661 162
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	893 377	518 899
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	134 988	142 263
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 727 149	4 366 363
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	4 727 149	4 366 363
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Titres au coût amorti	3 127 766	3 327 055
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3 187 181	3 189 467
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	53 525 463	52 497 549
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements des activités d'assurance		
Actifs d'impôt exigible	2 441	13 046
Actifs d'impôt différé	122 723	88 847
Comptes de régularisation et autres actifs	1 075 073	914 476
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	13 306	12 684
Immubles de placement	31 350	32 386
Immobilisations corporelles	1 644 021	1 561 222
Immobilisations incorporelles	357 382	325 599
Écarts d'acquisition	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	70 539 663	69 313 720

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ	En milliers de DH	
	30/06/2019	30/06/2018
Intérêts et produits assimilés	1 556 201	1 517 398
Intérêts et charges assimilés	411 388	337 515
MARGE D'INTÉRÊT	1 144 813	1 179 883
Commissions perçues	280 394	276 367
Commissions servies	31 557	38 330
MARGE SUR COMMISSIONS	248 838	238 037
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	155 914	124 669
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	141 507	129 147
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	14 407	-4 478
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	10 295	12 906
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 295	12 906
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produits nets des activités d'assurance		
Produits des autres activités	29 420	33 262
Charges des autres activités	52 887	56 229
PRODUIT NET BANCAIRE	1 536 393	1 532 527
Charges générales d'exploitation	706 131	706 455
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	106 436	90 954
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	723 826	735 119
Coût du risque	174 916	199 912
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	548 910	535 207
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2 925	6 690
Gains ou pertes nets sur autres actifs	13 346	-10 145
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	565 181	531 752
Impôts sur les bénéfices	212 236	184 358
RÉSULTAT NET	352 945	347 394
Résultat hors Groupe	942	2 816
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	352 003	344 578
Résultat par action (en dirham)	27	26
Résultat dilué par action (en dirham)		

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
RÉSULTAT NET	352 945	561 698
Éléments recyclables en résultat net :		
Écarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	34 208	-5 783
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		
Impôts liés	-12 657	2 140
Éléments non recyclables en résultat net :		
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	1 858	-2 980
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		
Impôts liés	-683	1 110
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	22 726	-5 512
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	375 671	556 186
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	374 728	552 876
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	942	3 309

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	48 370	44 972
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	48 370	44 972
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	4 368 863	4 997 073
Dettes envers la clientèle	46 657 199	46 075 094
Titres de créance émis	7 170 916	5 714 816
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	47 742	60 345
Passifs d'impôt différé	204 448	134 465
Comptes de régularisation et autres passifs	2 598 301	2 827 138
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	420 761	433 466
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	1 797 764	1 762 811
Capital et réserves liées	6 541 881	6 541 881
Réserves consolidées	283 992	136 205
Part du Groupe	260 506	112 049
Part des minoritaires	23 486	24 157
Gains ou pertes latents ou différés, part du Groupe	46 480	23 754
Résultat net de l'exercice	352 945	561 698
Part du Groupe	352 003	558 389
Part des minoritaires	942	3 309
TOTAL PASSIF IFRS	70 539 663	69 313 720
CAPITAUX PROPRES	7 225 298	7 263 539
Part du Groupe	7 200 870	7 236 073
Part des intérêts minoritaires	24 428	27 466

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	30/06/2019	30/06/2018
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	565 181	531 752
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	106 436	90 954
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	170 753	199 912
+/- Dotations nettes aux provisions	-12 705	6 690
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	2 925	6 690
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		-
+/- Autres mouvements	39 396	-20 578
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	306 805	283 667
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	442 283	2 760 072
+/- Flux liés aux opérations avec les Établissements de crédit et assimilés	-631 942	-3 720 346
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	966 869	841 994
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-389 433	1 760 743
- Impôts versés	-202 473	-148 689
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	185 304	1 493 774
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	1 057 290	2 309 193
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-3 547	-3 235
+/- Flux liés aux immeubles de placement	1 036	551
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-221 018	-25 711
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-223 529	-28 395
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-398 378	-1 288 091
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	34 953	19 170
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-363 425	-1 268 921
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	470 336	1 011 877
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 805 110	932 123
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 236 143	1 955 602
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	-431 033	-1 023 479
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	2 275 446	1 944 000
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 609 721	2 144 866
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	665 725	-200 866
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	470 336	1 011 877

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
Impôts courants	2 441	13 046
Impôts différés	122 723	88 847
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	125 164	101 893
Impôts courants	47 742	60 345
Impôts différés	204 448	134 465
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	252 190	194 810
Charge d'impôts courants	189 386	304 320
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	22 850	41 629
CHARGES NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	212 236	345 949
LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	30/06/2019	31/12/2018
Résultat net	352 945	561 698
Charges d'impôt sur les bénéfices	212 236	345 949
TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN	37,6%	38,1%
ANALYSE DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	30/06/2019	31/12/2018
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères		
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		
Changement de taux	0,0%	0,0%
Déficit reportable		
Autres éléments	0,6%	1,1%
TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN	37,6%	38,1%



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2017	1 327 928	3 313 953	-	3 867 892	44 992	8 554 765	30 342	8 585 107
COMPTABILISATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES (sur actifs financiers et engagements hors Bilan)				-591 669		-591 669	-6 185	-597 854
ÉLIMINATION DES RÉÉVALUATIONS SUR TITRES AFS RECLASSÉS EN TITRES AU COÛT AMORTI					8 417	8 417		8 417
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				24 142	-24 142	-		-
CAPITAUX PROPRES D'OUVERTURE AU 01 JANVIER 2018	1 327 928	3 313 953	-	3 300 366	29 267	7 971 514	24 157	7 995 670
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-1 288 091		-1 288 091		-1 288 091
Autres		1 900 000		-1 901 388		-1 388		-1 388
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2018				558 389		558 389	3 309	561 698
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					-5 513	-5 513		-5 513
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				1 163		1 163		1 163
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				1 163	-5 513	-4 350		-4 350
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2018	1 327 928	5 213 953	-	670 438	23 754	7 236 073	27 466	7 263 539
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat								
Élimination des Réévaluations sur titres AFS reclassés en Titres au coût amorti								
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2018 CORRIGÉS	1 327 928	5 213 953	-	670 438	23 754	7 236 073	27 466	7 263 539
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 379		-398 379	-3 980	-402 359
Autres				-11 738		-11 738		-11 738
RÉSULTAT AU 30 JUIN 2019				352 003		352 003	942	352 945
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					22 726	22 726		22 726
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				185		185		185
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				185	22 726	22 911		22 911
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2019	1 327 928	5 213 953	-	612 509	46 480	7 200 870	24 429	7 225 298

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	4 727 149	4 366 363
Effets publics et valeurs assimilés	4 535 423	4 263 146
Obligations et autres titres à revenu fixe	191 726	103 217
➤ Titres cotés		
➤ Titres non cotés	191 726	103 217
Actions et autres titres à revenu variable		
➤ Titres cotés		
➤ Titres non cotés		
Titres de participations non consolidés		
TOTAL DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	4 727 149	4 366 363

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au Bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au Bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilés	4 484 359	76 488	-	4 189 280	41 173	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	190 955	2	2 286	102 069	1 110	2 286
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés						
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	51 836			75 014		
VALEUR AU BILAN DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	4 727 149	76 490	2 286	4 366 363	42 283	2 286
Total gains et pertes latents		76 490	2 286		42 283	2 286
Impôts différés		28 301	686		15 645	686
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux Propres recyclables		48 189	1 600		26 638	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES		48 189	1 600		26 638	1 600

IMMEUBLES DE PLACEMENT

En milliers de DH

	31/12/2018	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Valeur brute	45 848			321			45 527
Amortissements et provisions	13 462					715	14 177
VALEUR NETTE AU BILAN	32 386	-	-	321	-	-715	31 350

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/2018			30/06/2019		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains et constructions	1 774 562	541 420	1 233 142	1 776 513	442 019	1 334 494
Equip. Mobilier, installation	546 104	434 444	111 660	552 524	450 183	102 341
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	773 072	556 652	216 420	783 457	576 271	207 186
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 093 738	1 532 516	1 561 222	3 112 494	1 468 473	1 644 021
Logiciels informatiques acquis	649 337	448 416	200 921	708 754	476 050	232 704
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	127 347	2 669	124 678	127 347	2 669	124 678
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	776 684	451 085	325 599	836 101	478 719	357 382

ÉCARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/2018	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720



PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	3 187 181	3 189 467
Comptes et prêts	2 081 637	2 088 674
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	1 077 184	1 066 035
TOTAL EN PRINCIPAL	3 158 821	3 154 709
Créances rattachées	31 615	40 477
Provisions	3 255	5 718
VALEUR NETTE	3 187 181	3 189 467
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	6 620 457	4 877 682
Comptes à vue	2 530 629	1 373 181
Comptes et avances à terme	4 076 626	3 485 788
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	13 202	18 713

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	4 368 863	4 997 073
Comptes et emprunts	3 992 581	4 750 275
Valeurs données en pension	309 607	178 081
TOTAL EN PRINCIPAL	4 302 189	4 928 356
Dettes rattachées	66 675	68 717
VALEUR AU BILAN	4 368 863	4 997 073
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	6 646 751	4 919 252
Comptes à vue	2 478 170	1 332 710
Comptes et avances à terme	4 155 339	3 567 914
Dettes rattachées	13 242	18 628

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES En milliers de DH

	Solde au 31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Variations	Solde au 30/06/2019
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	146 435	10 531	0	11 265	0	145 701
Provision pour engagements sociaux	102 677	3 764	1 918	0	-1 858	102 665
Provision pour litige et garanties de passif	45 687	0	0	0	0	45 687
Provision pour risques fiscaux	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôts	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	138 667	10 536	22 156	0	-399	126 708
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	433 466	24 831	24 074	11 265	-2 197	420 761

MARGE D'INTÉRÊT En milliers de DH

	30/06/2019			30/06/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 394 292	244 544	1 149 748	1 343 236	198 008	1 145 229
Comptes et prêts / emprunts	1 235 215	190 210	1 045 005	1 182 519	139 057	1 043 463
Opérations de pensions	2 261	3 983	-1 723	862	3 416	-2 554
Opérations de location-financement	156 817	50 351	106 466	159 855	55 535	104 320
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	40 300	47 833	-7 533	51 739	45 022	6 717
Comptes et prêts / emprunts	40 122	41 315	-1 194	51 739	32 405	19 334
Opérations de pensions	179	6 518	-6 339	-	12 617	-12 617
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	-	119 011	-119 011	-	94 485	-94 485
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	121 608	-	121 608	122 422	-	122 422
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	1 556 201	411 388	1 144 813	1 517 398	337 515	1 179 883

COMMISSIONS NETTES En milliers de DH

	30/06/2019			30/06/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	67 478	31 507	35 972	58 904	37 261	21 643
↳ Avec les Établissements de crédit	-	19	-19	-	-	-
↳ Avec la clientèle	53 271	31 427	21 845	43 958	37 070	6 888
↳ Sur titres	10 037	61	9 976	11 712	191	11 521
↳ De change	4 170	-	4 170	2 715	-	2 715
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-	519	-	519
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	212 917	50	212 867	217 463	1 069	216 394
Produits nets de gestion d'OPCVM	16 567	36	16 531	21 912	1 069	20 843
Produits nets sur moyen de paiement	69 263	-	69 263	71 680	-	71 680
Assurance	40 264	14	40 250	39 657	-	39 657
Autres	86 823	-	86 823	84 214	-	84 214
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	280 394	31 557	248 838	276 367	38 330	238 037

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 30/06/2019 En milliers de DH

	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Total
TOTAL BILAN	60 426 392	4 168 860	5 743 845	25 001	175 565	70 539 663
Dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 001 244	-	-	19 121	8 000	1 028 365
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 726 937	-	0	0	212	4 727 149
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3 158 361	28	28 035	-	757	3 187 181
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	43 711 721	4 116 937	5 682 358	3 320	11 127	53 525 463
Immobilisations corporelles	1 551 592	151	6 282	414	85 582	1 644 021
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	2 289 078	31 009	2 048 201	-	575	4 368 863
Dettes envers la clientèle	45 976 262	25 718	855 219	-	-	46 657 199
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	1 797 764	-	-	-	-	1 797 764
Capitaux propres	7 098 055	112 324	11 771	6 603	-3 457	7 225 298



RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9

	CRÉANCES ET ENGAGEMENTS			DÉPRÉCIATIONS		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
En milliers de DH						
RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 30/06/2019						
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	4 726 837			371		
Prêts et créances sur les Établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	4 726 837			371		
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	52 148 188	6 241 759	7 946 753	404 133	832 398	5 259 758
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	3 190 436			3 231	25	
Prêts et créances sur la clientèle	45 828 147	6 241 759	7 946 753	399 230	832 208	5 259 758
Titres de dettes	3 129 604			1 672	166	
TOTAL ACTIF	56 875 025	6 241 759	7 946 753	404 504	832 398	5 259 758
Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9	19 613 317	1 355 187	564 962	80 669	41 970	23 062
TOTAL	76 488 342	7 596 946	8 511 715	485 173	874 368	5 282 820
RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2018						
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	4 366 363					
Prêts et créances sur les Établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	4 366 363					
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	50 034 107	7 667 751	7 681 828	369 528	936 716	5 063 370
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	3 195 185			5 718		
Prêts et créances sur la clientèle	43 508 871	7 667 751	7 681 828	360 815	936 716	5 063 370
Titres de dettes	3 330 050			2 995		
TOTAL ACTIF	54 400 470	7 667 751	7 681 828	369 528	936 716	5 063 370
Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9	20 701 898	1 437 533	611 505	70 138	53 235	23 062
TOTAL	75 102 369	9 105 283	8 293 333	439 666	989 951	5 086 432

COÛT DU RISQUE

	En milliers de DH	
	30/06/2019	30/06/2018
CONSOLIDÉ		
DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS SAINS (BUCKET 1 ET BUCKET 2)	70 074	-10 002
BUCKET 1 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LES 12 MOIS À VENIR	-45 507	112 478
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-371	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-34 605	115 975
Engagements par signature	-10 531	-3 497
BUCKET 2 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LA DURÉE DE VIE	115 582	-122 481
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	104 317	-97 488
Engagements par signature	11 265	-24 993
DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS DÉPRÉCIÉS (BUCKET 3)		
BUCKET 3 : ACTIFS DÉPRÉCIÉS	-196 388	-47 206
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-196 388	-47 206
Engagements par signature		
Autres actifs	-463	-872
Risques et charges	-12 950	136
DOTATIONS NETTES DE REPRISES DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS	-139 726	-57 945
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-48 514	-150 443
Récupérations sur prêts et créances	13 324	8 476
➤ comptabilisés au coût amorti	13 324	8 476
➤ comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés		
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes		
Autres produits		
COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT	-174 916	-199 912

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	En milliers de DH						
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque Offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Éliminations	Total
MARGE D'INTÉRÊT	1 009 515	80 007	36 776		-2 009	20 524	1 144 813
MARGE SUR COMMISSIONS	213 220	-32	4 766	10 897	31 435	-11 448	248 838
PRODUIT NET BANCAIRE	1 457 796	81 329	49 664	12 980	46 508	-111 884	1 536 393
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	678 915	22 392	3 877	7 309	8 498	-14 860	706 131
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	502 583	46 630	47 910	5 115	36 933	-90 261	548 910
RÉSULTAT NET	353 162	31 055	35 339	3 658	27 950	-98 219	352 945
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	353 121	30 153	35 339	3 658	27 950	-98 219	352 003

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de DH			
	30/06/2019		31/12/2018	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat
Créances sur les Établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçue en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENUE FIXE	845 320		477 209	
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés	845 320		477 209	
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENUE VARIABLE		134 988		142 263
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés		134 988		142 263
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	48 057		41 690	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	893 377	134 988	518 899	142 263

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 30/06/2019

	En milliers de DH		
Entreprises consolidées par :	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		4 910	6 699 210
Comptes ordinaires		4 910	58 512
Prêts			6 640 698
Titres			
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			143 862
TOTAL			6 843 072
PASSIF			
DÉPÔTS		805 000	70 512
Comptes ordinaires			58 512
Autres emprunts		805 000	12 000
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			
PASSIF DIVERS			6 772 560
TOTAL		805 000	6 843 072
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
Engagements donnés			5 463 447
Engagements reçus			5 463 445

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 30/06/2019

	En milliers de DH		
Entreprises consolidées par :	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			91 887
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		13 991	91 887
COMMISSIONS (PRODUITS)			17 096
COMMISSIONS (CHARGES)			5 647
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		894	15 199
LOYERS REÇUS		1 095	3 524

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
Titres de créances négociables	7 170 916	5 714 816
Emprunts obligataires	7 170 916	5 714 816
DETTES SUBORDONNÉES	1 797 764	1 762 811
Emprunt subordonnés		
➤ À durée déterminée	1 797 764	1 762 811
➤ À durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
➤ À durée déterminée		
➤ À durée indéterminée		
TOTAL	8 968 680	7 477 627

TITRES AU COÛT AMORTI AU 30 JUIN 2019

	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	3 120 098	3 310 640
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 506	19 410
TOTAL	3 129 604	3 330 050
Dépréciations	1 838	2 995
VALEUR AU BILAN	3 127 766	3 327 055



VARIATION DU DROITS D'UTILISATION PAR ACTIF SOUS-JACENT En milliers de DH

	01/01/2019	Acquisitions / Cessions	Autres	30/06/2019
IMMOBILIER				
Valeur bute (bail commercial)	239 135	-9 017		230 118
Amortissements et dépréciations	126 882	4 001		130 883
Total Immobilier	112 253	-13 018		99 235
MOBILIER				
Valeur bute (Matériels informatiques)	26 228			26 228
Valeur bute (Automobiles LLD)	10 327	-603		9 724
Amortissements et dépréciations (Matériels informatiques)	728	4 367		5 095
Amortissements et dépréciations (Automobiles LLD)	6 111	483		6 593
Total Immobilier	29 716	-5 453		24 263
TOTAL DROITS D'UTILISATION	141 969	-18 471		123 498
Impôt différés actif (IDA)	52 610		-5 320	47 290
SOUS TOTAL	194 579	-18 471	-5 320	170 788

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2019	30/06/2018
Capital en (DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Part Groupe (KDH)	352 003	344 578
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	27	26

TRANSFERT DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE En milliers de DH

	Actifs Soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs Soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)
AU 31 DÉCEMBRE 2018			
DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS			
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	-360 815	-936 716	-5 063 370
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-98 415	104 508	-196 388
TRANSFERT D'ACTIFS EN COURS DE VIE D'UN BUCKET À L'AUTRE			
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-59 015	-66 213	-605
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	12 510	158 668	1 644
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	8 090	12 054	-197 426
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	15 008	-178 686	-
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-11 742	212 527	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	659	103 894	-231 268
UTILISATIONS DE DÉPRÉCIATIONS			
Autres dotations/reprises sans changement de strate	-14	-1 910	3 670
AU 30 JUIN 2019	4 178	-123 771	42 416
	-399 230	-832 208	-5 259 758

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION En milliers de DH

Par type de risque 30/06/2019	Valeur comptable		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Capitaux propres			
Change	48 058	48 370	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	48 058	48 370	

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	48 370	44 972
JUSTE VALEUR AU BILAN	48 370	44 972

ENGAGEMENTS DE GARANTIE En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	11 358 053	10 493 475
↳ D'ordre des Établissements de crédit	4 908 685	4 195 289
↳ D'ordre de la clientèle	6 449 368	6 298 186
↳ Caution administratives et fiscales et autres cautions		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	6 068 682	6 749 917
↳ Des Établissements de crédit	6 057 188	6 666 889
↳ De l'État et d'autres organismes de garantie		
↳ D'autres organismes de garantie	11 494	83 028

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	9 610 451	11 645 956
↳ Aux Établissements de crédit	34 334	20 470
↳ À la clientèle	9 185 193	11 244 725
↳ Autre engagements en faveur de la clientèle	390 924	380 761
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	-	-
↳ Des Établissements de crédit		
↳ De la clientèle		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE En milliers de DH

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	8 311	1 052 693	198 038	2 925
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE		8 311	1 052 693	198 038	2 925

VARIATION DE LA DETTE DE LOCATION En milliers de DH

	01/01/2019	Intérêts courus	Paielements	Autres	30/06/2019
PASSIF DE LOCATION					
Dettes de location - (Bail Commercial)	118 515	1 840	-15 422		104 934
Dettes de location - (Matériel Informatique)	19 414	303	-		19 717
Dettes de location - (Automobiles LLD)	4 260	57	-1 156		3 161
TOTAL DROITS D'UTILISATION	142 189	2 200	-16 578		127 811
Impôt différés Passif (IDP)	52 529			-6 834	45 694
Capitaux propres	-139				-139
Résultat				-2 579	-2 579
SOUS TOTAL	194 579	2 200	-16 578	-9 413	170 788

ACTIF AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

	30/06/2019	01/01/2019	31/12/2018
Immobilisation Corporelles	1 644 021	1 703 191	1 561 222
Dont : Droit d'utilisation des contrats de locations	123 498	141 969	

PASSIF AU TITRE DE LA DETTE DE LOCATION

	30/06/2019	01/01/2019	31/12/2018
Comptes de régularisation et autres passifs	2 598 301	2 969 326	2 827 138
Dont : Dettes de location	127 811	142 189	

IMPACT D'OUVERTURE SUR CAPITAUX PROPRES

	30/06/2019	01/01/2019	31/12/2018
Réserves consolidées	283 992	136 066	136 205
Dont : Impact IFRS 16	-139	-139	

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION

	30/06/2019
Intérêts et charges assimilées	411 388
Dont : charges d'intérêts sur dettes locatives	2 200
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	106 436
Dont : Dotations aux amortissements sur droit d'utilisation	18 471

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

pwc
Lot 57 Tour CFC, 19ème étage,
Quartier Casa Anfa - 19ème étage
20220 Hay Hassani Casablanca

GROUPE BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.225.298, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 352.945.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 30 juin 2019, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 25 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : +212 (0) 5 22 22 47 34
Fax : 05 22 21 40 18 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

PwC Maroc

PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC, 19ème étage,
Quartier Casa Anfa - Casablanca
20220 Hay Hassani - Casablanca
T : +212 (0) 5 22 96 06 00 / +212 5 22 23 88 70
RC : 165107 / RP : 37999736
IF : 4408704 / CNRS : 7587045

Mohamed Rqibate
Associé

COMMUNICATION FINANCIÈRE

COMPTES SOCIAUX

3
2678
41 2 14 9 4
510 17
9 1 3 28 9



1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les États de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les États de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux Établissements de crédit. La présentation des États de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les Établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les Établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de:
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les Établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les États de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les Établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couvu inclus dans le prix d'acquisition. Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées. Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Droit au bail	non amortissable
- Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
- Grosse informatique	10 ans
- Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat. Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 609 630	2 236 124
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	9 597 011	7 842 149
À vue	4 447 150	2 906 022
À terme	5 149 862	4 936 127
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 493 265	38 440 857
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	13 651 826	12 160 089
Crédits et financements participatifs à l'équipement	8 824 327	9 323 207
Crédits et financements participatifs immobiliers	15 444 634	14 951 749
Autres crédits et financements participatifs	1 572 478	2 005 813
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	3 070 370	3 323 520
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	5 503 006	4 875 836
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 011 039	4 643 890
Autres titres de créance	388 604	129 902
Certificats de Sukuks	101 887	100 568
Titres de propriété	1 475	1 475
AUTRES ACTIFS *	1 178 948	797 944
TITRES D'INVESTISSEMENT	4 045 204	4 145 073
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 094 183	2 772 863
Autres titres de créance	951 021	1 372 210
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	294 127	288 097
Participation dans les entreprises liées	230 690	224 676
Autres titres de participation et emplois assimilés	63 437	63 421
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACÉS	-	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	1 136 985	1 119 792
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORÉLLES	523 575	497 182
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 225 455	1 273 023
TOTAL DE L'ACTIF	67 677 576	64 839 597

HORS BILAN	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNÉS	25 864 459	26 629 681
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8 690 082	10 599 949
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	10 357 248	9 365 067
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 426 205	6 283 903
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	390 924	380 761
ENGAGEMENTS REÇUS	5 825 471	6 587 283
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	5 813 977	6 504 255
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	0	0
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	11 494	83 028
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2019	En milliers de DH	
	30/06/2019	30/06/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 091 064	1 971 273
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les Établissements de crédit	123 996	114 583
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 112 912	1 073 431
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	121 608	122 422
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	119 950	86 451
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	181 113	146 503
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	244 974	251 885
Autres produits bancaires	186 511	175 999
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-690 687	-549 204
Intérêts et charges sur opérations avec les Établissements de crédit et assimilés	-25 282	-26 494
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	-199 820	-142 123
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-120 836	-88 689
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-235 192	-187 212
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	-109 557	-104 685
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 400 377	1 422 069
Produits d'exploitation non bancaire	13 796	291
Charges d'exploitation non bancaire	-2 319	-145
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-786 921	-767 452
Charges de personnel	-434 378	-426 232
Impôts et taxes	-7 552	-10 668
Charges externes	-243 636	-230 147
Autres charges générales d'exploitation	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-101 355	-100 405
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-353 292	-467 613
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-299 955	-282 566
Pertes sur créances irrécouvrables	-42 416	-164 567
Autres dotations aux provisions	-10 921	-20 481
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	225 409	293 543
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	176 780	275 430
Récupérations sur créances amorties	13 301	8 476
Autres reprises de provisions	35 328	9 637
RÉSULTAT COURANT	497 050	480 693
Produits non courants	250	289
Charges non courantes	-23 537	-8 525
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	473 763	472 457
Impôts sur les résultats	-139 460	-141 711
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	334 303	330 746
TOTAL PRODUITS	2 330 519	2 265 396
TOTAL CHARGES	-1 996 216	-1 934 650
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	334 303	330 746

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 315 518	1 408 876
À vue	968 894	548 936
À terme	1 346 624	859 941
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	46 028 722	45 254 914
Comptes à vue créditeurs	30 906 285	29 258 266
Comptes d'épargne	7 776 643	7 869 322
Dépôts à terme	5 726 376	6 643 328
Autres comptes créditeurs	1 619 418	1 483 998
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	8 102 924	6 611 512
Titres de créance négociables émis	8 102 924	6 611 512
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	2 195 063	2 480 577
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	231 704	250 950
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	1 797 764	1 762 811
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS	-	-
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	-	-
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	5 184 453	5 184 453
CAPITAL	1 327 929	1 327 929
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	159 197	93 984
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	334 303	463 592
TOTAL DU PASSIF	67 677 576	64 839 597

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2019 AU 30/06/2019	En milliers de DH	
	30/06/19	30/06/18
CODE LIBELLE		
P011 (+) Intérêts et produits assimilés	1 357 852	1 310 435
C011 (-) Intérêts et charges assimilés	345 938	257 307
T007 MARGE D'INTÉRÊT	1 011 913	1 053 128
P012 (+) Produits sur financements participatifs	665	-
C012 (-) Charges sur financements participatifs	-	-
R007 MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	665	-
P013 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	181 113	146 503
C013 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	235 192	187 212
T008 RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	-54 079	-40 709
P014 (+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
C014 (-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
R008 RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (I)	-	-
P015 (+) Commissions perçues	249 144	254 600
C015 (-) Commissions servies	31 407	42 594
T009 MARGE SUR COMMISSIONS (I)	217 737	212 006
T010 (+) Résultat des opérations sur titres de transaction	14 305	9 380
T011 (+) Résultat des opérations sur titres de placement	7 246	15 885
T012 (+) Résultat des opérations de change	127 280	129 151
T013 (+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-176	-387
T014 RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (I)	148 654	154 029
R014 +/- RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE MOUDARABA ET MOCHARAKA	-	-
P017 (+) Divers autres produits bancaires	125 063	91 071
C017 (-) Diverses autres charges bancaires	49 576	47 457
R017 (+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
T015 PRODUIT NET BANCAIRE	1 400 377	1 422 069
T016 (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières (2)	5 500	108
P019 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	13 796	291
C019 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	2 319	145
C021 (-) Charges générales d'exploitation	786 921	767 452
T017 RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	630 433	654 871
T018 (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-152 290	-163 227
T019 (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	18 907	-10 952
T020 RÉSULTAT COURANT	497 050	480 693
T021 RÉSULTAT NON COURANT	-23 287	-8 236
C023 (-) Impôts sur les résultats	139 460	141 711
T022 RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	334 303	330 746
T023 (+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	334 303	330 746
C025 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	101 355	100 405
C027 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	-	407
C029 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	8 375	12 827
C031 (+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
C033 (+) Dotations non courantes	-	-
P025 (-) Reprises de provisions (1)	-27 613	-7 919
P027 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-13 346	-
C035 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	18	145
P029 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
C037 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
P031 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
T024 (+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	403 091	436 610
T025 (-) Bénéfices distribués	398 379	1 288 091
T026 (+) AUTOFINANCEMENT	4 713	-851 481



CRÉANCES SUBORDONNÉES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Créances	Montant			Dont entreprises liées et apparentées		
	Brut 1	31/12/N Prov. 2	Net 3	31/12/N Net 5	31/12/N-1 Net 4	31/12/N-1 Net 6
Créances subordonnées aux Établissements de crédit et assimilés					NEANT	
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

ACTIF	30/06/2019	31/12/2018
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	4 219	1 049
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 009	36 407
DÉBITEURS DIVERS	282 574	157 683
Sommes dues par l'État	252 949	148 708
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	455	855
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	29 171	8 121
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	167 860	110 966
COMPTES DE RÉGULARISATION	723 286	491 838
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	6 738	10 900
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	6 094	8 880
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	264 094	40 025
Autres comptes de régularisation	446 360	432 034
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES		
TOTAL	1 178 948	797 943

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	25 473 534	26 248 919
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédits confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Engagements révocables sur produits participatifs		
Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	8 690 082	10 599 949
Crédits documentaires import	3 212 284	4 993 079
Acceptations ou engagements de payer	823 709	1 479 082
Ouvertures de crédits confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Engagements révocables sur produits participatifs		
Autres engagements de financement donnés	4 654 089	4 127 789
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	10 357 248	9 365 067
Crédits documentaires export confirmés	3 536	4 426
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés	10 353 711	9 360 641
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 426 205	6 283 903
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 761 743	3 532 238
Autres cautions et garanties données	2 664 462	2 751 666
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	5 813 977	6 504 255
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 813 977	6 504 255
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues	5 813 977	6 504 255
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS		
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS AU 30/06/2019 En milliers de DH

Commissions	Montant
COMMISSIONS PERÇUES	249 144
Sur opérations de change	4 170
Sur opérations sur titres	1 320
Sur engagements sur titres	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	14 351
Sur moyens de paiement	69 261
Sur activités de conseil et d'assistance	16 591
Sur ventes de produits d'assurances	13 894
Commissions de fonctionnement de compte	14 525
Commissions sur prestations de service sur crédit	34 003
Sur autres prestations de service	81 030
COMMISSIONS VERSÉES	31 407
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	18 048
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	13 359

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

PASSIF	30/06/2019	31/12/2018
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	4 266	1 305
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	296	36 239
CRÉDITEURS DIVERS	1 250 108	1 006 562
Sommes dues à l'État	295 991	148 574
Sommes dues aux organismes de prévoyance	41 965	36 889
Sommes diverses dues au personnel	36	36
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2 433	2 433
Fournisseurs de biens et services	17 998	4 455
Divers autres créditeurs	891 685	814 175
COMPTES DE RÉGULARISATION	940 392	1 436 470
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	504 383	874 518
Charges à payer et produits constatés d'avance	291 722	263 576
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeur	144 287	298 376
TOTAL	2 195 063	2 480 577

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Catégorie des titres	Produits perçus
Titres de participation	6 793
Participations dans les entreprises liées	111 839
Titres de l'activité de portefeuille	0
Emplois assimilés	0
TOTAL	118 632

ENGAGEMENTS SUR TITRES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Titres achetés à réméré	0
Autres titres à livrer	390 924
ENGAGEMENTS REÇUS	Montant
Titres vendus à réméré	0
Autres titres à recevoir	11 494

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Bilan	Montant
ACTIF	4 728 651
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	21 315
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	4 481 163
Créances sur la clientèle	10 471
Titres de transaction et de placement et investissement	53 850
Autres actifs	109 207
Titres de participation et emplois assimilés	52 645
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	4 728 651
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	667 593
Dépôts de la clientèle	3 953 495
Titres de créance émis	-
Autres passifs	107 564
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	
Engagements donnés	11 920 158
Engagements reçus	7 177

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS En milliers de DH

Titres	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	4 794 361	4 661 456	0	0
Devises à recevoir	1 468 982	1 574 445		
Dirhams à livrer	382 476	483 646		
Devises à livrer	2 013 983	1 848 295		
Dirhams à recevoir	928 919	755 070		
Dont swaps financiers de devises				
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	23 796	7 853	0	0
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	23 796	7 853		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				
TOTAL	4 818 157	4 669 309	0	0

ÉTAT DES DÉROGATIONS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Indications de dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des États de synthèse	NEANT	NEANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	76 954
AUTRES PRODUITS BANCAIRES	186 511
AUTRES CHARGES BANCAIRES	109 557
Commentaires	
Dont gains sur titres de transaction	35 765
Dont plus-values de cession sur BDT	9 997
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	0
Dont produits sur opérations de change	134 960
Dont Divers autres Produits bancaires	5 113
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	675
Dont pertes sur titres de transaction	21 461
Dont moins-values de cession sur BDT	0
Dont charges sur moyens de paiement	18 048
Dont autres charges sur prestations de service	13 297
Dont charges sur engagements de titres	61
Dont charges sur produits dérivés	176
Dont pertes sur opérations de change	3 510
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	42 553
Dont dotations aux prov. dépréciat des titres de placement	3 427
Diverses charges bancaires	7 023

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	13 796
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	2 319

Commentaires

PRODUITS	MONTANT
➤ Dont produits sur valeurs et emplois divers	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	13 346
➤ Dont produits accessoires	168
➤ Dont autres produits d'exploitation non bancaire	282

CHARGES

➤ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers	2 301
➤ Dont moins-values de cession sur immobilisations.	18

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	353 292
--	----------------

Commentaires

Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	299 955
Dont pertes sur créances irrécouvrables	42 416
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	10 921
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	0

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	225 409
--	----------------

Commentaires

dont reprise de provisions pour créances en souffrance	176 780
dont récupérations sur créances amorties	13 301
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	5 500
dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	0
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	29 828
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	0

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	250
CHARGES NON COURANTES	23 537

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

Produits et charges	Montant
PRODUITS	177 228
Gains sur les titres de transaction	35 765
Plus-value de cession sur titres de placement	9 997
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	675
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	130 790
CHARGES	28 574
Pertes sur les titres de transaction	21 461
Moins-value de cession sur titres de placement	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	3 427
Pertes sur les produits dérivés	176
Pertes sur opérations de change	3 510
RÉSULTAT	148 654

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRES IMPÔTS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	497 050
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	5 693
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	118 272
Résultat courant théoriquement imposable (=)	384 471
Impôt théorique sur le résultat courant (-)	142 254
Résultat courant après impôts (=)	354 796

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES NÉANT

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	434 378
Commentaires	
Dont salaires et appointements	248 211
Dont primes et gratifications	55 647
Dont charges d'assurances sociales	76 935
Dont charges de retraite	4 258
Dont charges de formation	7 617
Dont autres charges de personnel	41 711

CHARGES MONTANT

IMPÔTS ET TAXES	7 552
------------------------	--------------

Commentaires

Taxe urbaine et taxe d'édilité	0
Patente	6 258
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	62
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	1 233

CHARGES MONTANT

CHARGES EXTERNES	243 636
-------------------------	----------------

Commentaires

Dont loyers de crédit-bail et de location	40 040
Dont frais d'entretien et de réparation	39 527
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	23 648
Prime d'assurance	2 325
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	10 339
Dont transports et déplacements	23 768
Mission et réception	5 593
Dont publicité et publication	20 024
Frais postaux et télécommunications	42 450
Frais de recherche et de documentation	361
Frais de conseils et d'assemblée	290
Dons et cotisations	1 716
Fournitures de bureau et imprimés	2 320
Dont autres charges externes	31 235

CHARGES MONTANT

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	0
--	----------

Commentaires

Dont pénalités et dédits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

CHARGES MONTANT

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	101 355
--	----------------

Commentaires

CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2019
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION				
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	5 184 453	0	0	5 184 453
Réserve légale	132 793	0		132 793
Autres réserves	2 266 714			2 266 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
CAPITAL	1 327 929	0	0	1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	93 984	65 213	0	159 197
RÉSULTAT NET EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	463 592			
RÉSULTAT NET DU PREMIER SEMESTRE 2019 (+/-)				334 303
TOTAL	7 069 957	65 213	0	7 005 881

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR DU 01/01/2019 AU 30/06/2019 En milliers de DH

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	ÉMETTEURS PRIVÉS		Total au 30/06/2019	Total au 31/12/2018
			Financiers	Non financiers		
TITRES COTES	0	0	0	0	0	0
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Certificats de sukuk						
Titres de propriété						
TITRES NON COTES	1 329 394	8 120 043	28	10 906	9 460 371	8 891 559
Bons du trésor et valeurs assimilées		8 020 043		0	8 020 043	7 297 509
Obligations	0	0	0	9 459	9 459	18 916
Autres titres de créance	1 329 394			0	1 329 394	1 473 659
Certificats de sukuk	0	100 000			100 000	100 000
Titres de propriété	0		28	1 446	1 475	1 475
TOTAL	1 329 394	8 120 043	28	10 906	9 460 371	8 891 559

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/2019	Total au 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE	52 784	70 282	8 385 893	191 983	8 700 942	7 523 380
Comptes à vue débiteurs	29	282	3 296 096	133 406	3 429 813	3 093 542
Créances commerciales sur le Maroc	302		2 026 474	2 306	2 029 082	2 156 743
Crédits à l'exportation			44 128		44 128	45 808
Autres crédits de trésorerie	52 453	70 000	3 019 195	56 271	3 197 919	2 227 287
Autres financements participatifs de trésorerie	0		0	0	0	0
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	0	0	76 123	4 830 175	4 906 298	4 592 635
Crédits à la consommation			76 123	4 829 496	4 905 619	4 592 635
Mourabaha à la consommation					0	0
Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation				679	679	0
Autres financements participatifs à la consommation					0	0
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'ÉQUIPEMENT	2 640 367	0	6 045 584	64 466	8 750 417	9 259 822
Crédits à l'équipement	2 640 367		6 045 584	64 466	8 750 417	9 259 822
Mourabaha à l'équipement					0	0
Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement					0	0
Autres financements participatifs à l'équipement					0	0
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	0	0	1 782 085	13 632 238	15 414 323	14 921 205
Crédits immobiliers			1 782 085	13 539 641	15 321 726	14 903 784
Mourabaha immobilière					0	17 421
Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière				92 597	92 597	0
Autres financements participatifs immobiliers					0	0
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	14 286	203 898	43 290		261 474	769 579
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFECTURAGE	2 214 164		832 635		3 046 799	3 308 454
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR	33 782	402	74 317	63 869	172 371	153 104
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	0	0	810 717	500 293	1 311 010	1 236 197
Créances pré-douteuses					0	0
☑ Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs						
Créances douteuses				291 312	220 061	511 373
☑ Dont créances douteuses sur financements participatifs						
Créances compromises				519 405	280 232	799 637
☑ Dont créances compromises sur financements participatifs						
TOTAL	4 955 383	274 582	18 050 645	19 283 024	42 563 634	41 764 376

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2019	Total au 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 025 971	4 324	14 323	1 396 954	2 441 572	2 201 200
VALEURS REÇUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
Au jour le jour						
À terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE	0	650 000	3 490 952	0	4 140 952	3 233 507
Au jour le jour	0	450 000	2 461 079	0	2 911 079	2 104 352
À terme	0	200 000	1 029 873	0	1 229 873	1 129 155
PRÊTS FINANCIERS		406 667	3 446 741	0	3 853 408	3 720 230
CRÉANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	0	0	0	0	0	0
Mourabaha						
Salam						
Autres financements participatifs						
AUTRES CRÉANCES		120 517	0	0	120 517	132 702
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR		3 929	62 605		66 534	87 995
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						0
Dont créances en souffrance sur financements participatifs						
TOTAL	1 025 971	1 185 437	7 014 621	1 396 954	10 622 984	9 375 635

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2019	Total au 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		22 792	49 879	762 995	835 666	359 754
VALEURS DONNÉES EN PENSION	200 517	0	109 090	0	309 607	178 081
Au jour le jour	0		109 090		109 090	178 081
À terme	200 517		0		200 517	0
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	300 000	11 500	255 000	0	566 500	421 000
Au jour le jour		11 500		0	11 500	
À terme	300 000		255 000	0	555 000	421 000
EMPRUNTS FINANCIERS	0	0	174 202	0	174 202	174 202
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	0	0	1 097	0	1 097	138
Mourabaha			1 097		1 097	138
Salam			0		0	0
Autres financements participatifs						
AUTRES DETTES		0	376 832		376 832	210 098
INTÉRÊTS COURUS A PAYER	1 519		50 095		51 614	65 603
TOTAL	502 036	34 292	1 016 195	762 995	2 315 517	1 408 876

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/2019	Total au 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
DÉPÔTS						
COMPTES A VUE CRÉDITEURS	2 802 677	488 982	9 398 001	18 068 718	30 758 378	29 096 444
COMPTE D'ÉPARGNE	0	0	0	7 776 643	7 776 643	7 869 323
DÉPÔTS A TERME	1 500 000	951 300	1 057 991	2 146 436	5 655 727	6 596 416
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS (Y COMPRIS HAMISH AL JIDDIVA)	3 410	115 446	1 297 720	344 759	1 761 335	1 639 830
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	17 678	20 735	10 970	27 257	76 640	52 901
TOTAL	4 323 765	1 576 463	11 764 682	28 363 812	46 028 723	45 254 914

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.



VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature données	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Certificats de Sukuk			
Autres titres			
Hypothèques	29 513 163		
Autres valeurs et sûretés réelles	28 234 506		
TOTAL	57 747 669		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Certificats de Sukuk			
Autres titres	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	581 700	BDT donnés en garantie CDG	581 700
TOTAL	581 700		581 700

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant	CARACTÉRISTIQUES					Montant
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	
Certificats de dépôt	31/08/2018	30/08/2019	100	2,66		250 000	Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45	15 000
Certificats de dépôt	21/01/2019	04/02/2020	100	3		70 800	Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45	25 000
Certificats de dépôt	31/01/2019	05/02/2020	100	2,85		312 000	Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45	150 000
Certificats de dépôt	01/04/2019	01/04/2020	100	3		82 400	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	25 000
Certificats de dépôt	02/04/2019	02/04/2020	100	2,9		131 600	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	25 000
Certificats de dépôt	03/04/2019	03/04/2020	100	2,8		190 300	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	14 000
Certificats de dépôt	19/04/2019	22/04/2020	100	2,9		26 300	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	8 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		5 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	10 500
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	35 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	2 500
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		2 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	100 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		70 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	50 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		73 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	40 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	40 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	40 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	10 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		60 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	13/09/2019	100	2,45	100 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000	Certificats de dépôt	31/07/2017	01/07/2019	100	2,85	19 500
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000	Certificats de dépôt	14/09/2018	01/10/2019	100	2,85	124 600
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000	Certificats de dépôt	08/06/2018	08/06/2020	100	2,81	100 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		30 000	Certificats de dépôt	31/08/2018	31/08/2020	100	2,86	250 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000	Certificats de dépôt	20/07/2018	05/08/2019	100	3,00	80 200
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 500	Certificats de dépôt	27/07/2018	01/08/2019	100	3,00	77 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		38 800	Certificats de dépôt	31/07/2018	06/08/2019	100	2,80	310 400
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		23 900	Certificats de dépôt	03/08/2018	12/08/2019	100	2,80	354 100
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		85 200	Certificats de dépôt	28/09/2018	08/10/2019	100	2,85	121 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		14 700	Certificats de dépôt	02/11/2018	03/12/2019	100	3,00	63 800
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		1 600	Certificats de dépôt	31/10/2018	01/11/2019	100	2,85	161 100
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		6 200	Certificats de dépôt	28/12/2018	02/01/2020	100	3,00	50 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		19 100	Certificats de dépôt	19/12/2018	02/01/2020	100	3,00	39 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		300 000	Certificats de dépôt	31/12/2018	02/01/2020	100	2,85	186 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		50 000	Certificats de dépôt	30/11/2018	03/12/2019	100	2,85	140 900
Certificats de dépôt	14/06/2019	15/06/2020	100	2,7		281 200	Certificats de dépôt	20/02/2019	04/03/2020	100	3,05	58 800
Certificats de dépôt	13/09/2018	12/09/2019	100	2,9		172 400	Certificats de dépôt	27/02/2019	06/03/2020	100	3,00	53 800
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		38 000	Certificats de dépôt	28/02/2019	06/03/2020	100	2,85	189 700
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		72 000	Certificats de dépôt	14/05/2019	14/05/2020	100	2,90	103 000
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		200 000	Certificats de dépôt	30/05/2019	03/06/2020	100	2,90	15 300
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		40 000	Certificats de dépôt	31/05/2019	03/06/2020	100	2,75	271 300
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		50 000	Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,50	6 000
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		50 000	Certificats de dépôt	06/12/2018	05/11/2020	100	3,15	123 700
Certificats de dépôt	28/03/2019	27/09/2019	100	2,48		50 000	Certificats de dépôt	14/05/2019	14/04/2021	100	3,00	150 000
Certificats de dépôt	14/06/2019	13/12/2019	100	2,8		35 000	Certificats de dépôt	31/10/2017	01/10/2019	100	2,80	30 100
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		13 500	Certificats de dépôt	28/02/2018	28/01/2020	100	2,80	42 500
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		188 800	Certificats de dépôt	20/07/2018	24/06/2020	100	3,10	150 000
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		54 000	Certificats de dépôt	14/06/2019	14/05/2021	100	2,90	81 900
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		143 700	Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable		8 989
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		25 000	Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable		8 989
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		25 000	Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable		26 967
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		10 000	Certificats de dépôt	31/10/2016	31/10/2019	100Tx révisable		16 901
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		140 000	Certificats de dépôt	28/11/2017	28/11/2019	100Tx révisable		15 513
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		100 000	Certificats de dépôt	28/11/2017	28/11/2019	100Tx révisable		15 702
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		20 000	Certificats de dépôt	02/07/2018	02/07/2020	100Tx révisable		10 578
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		60 000	Certificats de dépôt	24/07/2018	24/07/2020	100Tx révisable		10 917
Certificats de dépôt	12/06/2019	12/12/2019	100	2,45		30 000	TOTAL					8 019 756

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 83 168 KDH

PROVISIONS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2019
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	5 087 997	303 382	182 955	0	5 208 424
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	0		0		0
Créances sur la clientèle	5 061 094	296 939	174 986		5 183 047
Titres de placement et investissement	3 553	3 427	675		6 304
Titres de participation et emplois assimilés	21 169	0	5 500		15 669
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	0	0	0		0
Immobilisations en crédit-bail et en location	1 777	3 016	1 794		2 998
Immobilisations en Ijara					
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	250 950	10 921	29 828	-339	231 704
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 149	0	0	0	18 149
Provisions pour risques sur créances sensibles	24				24
Provisions pour risques de change	6 282	429			6 711
Provisions pour risques généraux	226 495	10 493	29 828	-339	206 820
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	0				0
Provisions pour autres risques et charges	0	0	0		0
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	5 338 947	314 303	212 783	-339	5 440 128



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur comptable nette	— Extrait des derniers États de synthèse de la société émettrice —			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES				230 189				
BMCI-LEASING	80 000	86,91%	111 714	111 714	30/06/2019	220 654	25 770	26 780
BMCI BANQUE OFFSHORE	KUSD 5 500	100%	55 454	52 645	30/06/2019	89 414	30 955	46 600
BMCI BOURSE	5 000	100%	20 000	14 143	30/06/2019	14 051	2 411	
UPAR	1 500	100%	9 428	2 215	30/06/2019	2 214	0	
BMCI Asset Management	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2019	3 319	2 216	7 500
BMCI FINANCE	8 500	100%	8 500	8 500	30/06/2019	13 531	7 744	
BMCI ASSURANCE	100	100%	100	100	30/06/2019	16 193	16 041	29 572
BMCI GESTION SOLIDARITE	1 000	0%	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF			500	500				
DELTA RECOUVREMENT	2 000	100%	2 000	219	30/06/2019	171	-23	
ARVAL MAROC	30 000	33%	27 339	27 339	31/12/2018	36 954	6 903	1 314
Sté Immobil sidi maarouf	10 100	100%	10 100	10 100	30/06/2019	5 872	1 003	
DIGISERV SAS	1 000	49%	490	490				
NOVEC	25 700	3%	725	725	31/12/2018	534 335	15 082	181
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS				63 938				
Centre monétique Interbank	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2018	134 519	17 808	5 200
Société Interbank	11 500	22%	2 530	2 530	31/05/2019	12 424	2 733	
BOSI	16 000	11%	1 760	1 760	30/06/2019	73 244	5 940	0
Sté Immobil Interbancaire GBPM	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPIB	18 000	5%	900	900	31/12/2018	24 721	1 236	246
SOGEPOS	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2018	46 067	6 083	1 166
BNP PARIBAS MED BUSINESS Process	14 600	4%	584	584	31/12/2018	26 515	1 273	0
SCI Romandie			2 930	2 930				
FGCP			5 000	5 000				
Bourse de Casablanca	387 518	3,04%		11 765	31/12/2018	668 521	20 058	
SETTAPARK				6 530	31/12/2018	22 250	3 632	
ECOPARC	55 000	18,18%		10 000	31/12/2018	36 187	6 579	
Divers				2 267				73
TITRES DE MOUCHARAKA	0	0	0	0	0	0	0	0
Moucharaka fixe								
Moucharaka dégressive								
TITRES DE MOUDARABA	0	0	0	0	0	0	0	0
Moudaraba restreinte								
Moudaraba non restreinte								
TOTAL	0	0	0	294 127	0	0	0	118 631

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice (1)	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	889 245	59 417	0	948 662	403 800	33 061	0	511 801
Droit au bail	127 369	0	0	127 369	2 667	0	0	124 702
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	761 876	59 417	0	821 293	401 132	33 061	0	387 099
Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 998 961	18 190	6 921	3 010 230	1 714 202	65 545	6 746	1 237 230
Immeubles d'exploitation	1 637 509	1 248	0	1 638 757	723 159	29 534	0	886 064
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 568 948	1 248	0	1 570 196	699 578	28 793	0	841 825
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	39 267	0	0	39 267	23 580	741	0	14 946
Mobilier et matériel d'exploitation	528 165	6 117	0	534 283	418 888	15 465	0	99 930
Mobilier de bureau d'exploitation	167 930	1 343	0	169 273	138 661	3 285	0	27 328
Matériel de bureau d'exploitation	47 352	241	0	47 593	46 128	874	0	47 003
Matériel informatique	312 830	4 533	0	317 363	234 045	11 305	0	72 012
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	0
Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	720 736	10 644	0	731 380	555 553	19 560	0	156 267
Immobilisations corporelles hors exploitation	50 590	159	6 921	43 828	16 602	986	6 746	32 987
Terrains hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Immeubles hors exploitation	45 849	0	6 921	38 928	13 463	862	6 746	31 350
Mobilier et matériel hors exploitation	4 741	159	0	4 900	3 139	124	0	1 637
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS EN COURS	61 961	21	0	61 982	0	0	0	61 982
TOTAL	3 888 206	77 606	6 921	3 958 892	2 118 001	98 606	6 746	1 749 031

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations.

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

En milliers de DH

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	845 320	845 320	809 900	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	657 946	657 946	625 500	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	187 374	187 374	184 400	-	-	-
Certificats de sukuk						
TITRES DE PROPRIÉTÉ	0	0	0			
Titres de placement	4 609 274	4 605 848	4 554 803	71 218	3 427	3 427
Bons du trésor et valeurs assimilées	4 307 340	4 303 914	4 252 868	71 217	3 427	3 427
Obligations	9 460	9 460	9 460	-	-	-
Autres titres de créance	190 999	190 999	191 000	1	-	-
Certificats de sukuk	100 000	100 000	100 000	-	-	-
Titres de propriété	1 475	1 475	1 475	-	-	-
TITRES D'INVESTISSEMENT	4 012 082	4 009 204	3 911 158	0	2 877	2 877
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 061 061	3 058 183	2 974 200	-	2 877	2 877
Obligations	0	0	0	-	-	-
Autres titres de créance	951 021	951 021	936 958	-	-	-
Certificats de sukuk						
TOTAL	9 466 676	9 460 371	9 275 861	71 218	6 304	6 304

Non inclus les intérêts courus à recevoir.



DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

I. DATATION	
Date de clôture ⁽¹⁾	30 juin 2019
Date d'établissement des États de synthèse ⁽²⁾	19 Septembre 2019

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des États de synthèse.

II. ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIÈUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

DATES	Indications des événements	
	Favorables	NÉANT
	Défavorables	NÉANT

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

NATURE	En milliers de DH									
	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Cumul des provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice sorties	Reprises de provisions		
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	1 787 294	271 284	107 979	1 950 599	232 492	810 616	3 016	1 794	2 998	1 136 985
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	1 774 606	270 373	106 526	1 938 453	231 684	808 079	-	-	-	1 130 374
➤ Crédit-bail mobilier en cours	1 232	-	-	1 232	-	-	-	-	-	1 232
➤ Crédit-bail mobilier loué	1 773 374	270 373	106 526	1 937 221	231 684	808 079	-	-	-	1 129 142
➤ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
➤ Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
➤ Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
➤ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	6 685	-	1 053	5 632	-	-	-	-	-	5 632
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	6 004	910	399	6 515	809	2 537	3 016	1 794	2 998	980
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	1 787 294	271 284	107 979	1 950 599	232 492	810 616	3 016	1 794	2 998	1 136 985

ACTIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	34 585	81 366
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
À vue		
À terme		
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	93 276	17 420
Créances sur Mourabaha	93 276	17 420
Créances sur Salam		
Créances sur autres financements participatifs		
Autres créances sur la clientèle		
4. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	101 887	100 568
Dont Certificats de Sukuk	101 887	100 568
5. BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
6. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA		
7. TITRES D'INVESTISSEMENT TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS DIVERS		
Dont Certificats de Sukuk		
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka		
8. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS ET WAKALA BIL ISTITHMAR PLACÉS		
9. AUTRES ACTIFS	6 843	11 596
TOTAL DES ACTIFS	236 590	210 950

PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	1 097	138
Dettes sur Mourabaha		
Dettes sur Salam		
Dettes sur autres financements participatifs		
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 097	138
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	4 707	4 171
Comptes à vue créditeurs	2 730	1 688
Autres comptes créditeurs	1 976	2 483
4. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	0	0
Dettes sur Mourabaha		
Dettes sur Salam		
Dettes sur autres financements participatifs		
5. AUTRES PASSIFS	30 919	11 100
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
7. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT ET WAKALA BIL ISTITHMAR REÇUS	0	0
8. DOTATION EN CAPITAL	200 000	200 000
9. REPORTS	0	0
10. RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-132	-4 459
TOTAL DES PASSIFS	236 590	210 950

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 30/06/2019

	En milliers de DH	
	30/06/2019	30/06/2018
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 002	1
Rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
Rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	665	
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	1 319	
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commission sur prestations de service	19	1
Autres produits bancaires		
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés		
Charges sur opérations avec la clientèle		
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Charges sur immobilisations		
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 002	1
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-2 134	-2 081
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES		
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		
VII. RÉSULTAT COURANT	-132	-2 080
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	-132	-2 080
17. Impôt théorique	-49	-770
IX. RÉSULTAT APRES IMPÔT	-132	-2 080

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
Titres dont l'établissement est dépositaire			65 437 109	66 182 967
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliés dont l'établissement est dépositaire			10 023 941	10 293 635
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

	En milliers de DH	
	30/06/2019	31/12/2018
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 970 066	3 813 556
2. (+) Récupérations sur créances amorties	13 301	15 553
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	450	1 257
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-832 051	-1 584 035
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-2 301	-9 371
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-685 566	-1 359 341
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-139 460	-219 746
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	324 439	657 873
Variation des :		
8. (+) Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	-1 752 481	-1 181 553
9. (+) Créances sur la clientèle	-801 640	-2 162 270
10. (+) Titres de transaction et de placement	-527 301	350 326
11. (+) Autres actifs	-394 004	-56 193
12. (+) Titres Moudaraba et Moucharaka		
13. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-17 193	-265 011
14. (+) Immobilisations données en Ijara		
15. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés		
16. (+) Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	906 641	97 767
17. (+) Dépôts de la clientèle	773 808	2 695 197
18. (+) Dettes envers la clientèle dur produits participatifs		
19. (+) Titres de créance émis	1 491 412	-338 685
20. (+) Autres passifs	-285 514	794 540
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-606 271	-65 881
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-281 833	591 992
21. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	0	500
22. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	13 520	21 352
23. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-490	
24. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-77 585	-134 526
25. (+) Intérêts perçus		
26. (+) Dividendes perçus	118 272	86 020
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	53 717	-26 653
27. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
28. (+) Variation de dettes subordonnées	0	1 000 000
29. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
30. (+) Émission d'actions	0	0
31. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
32. (-) Dépôts d'investissement remboursés		
33. (-) Intérêts versés		
34. (-) Rémunérations versées sur DI et Wakala Bil Istithmar		
35. (-) Dividendes versés	-398 379	-1 288 091
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-398 379	-288 091
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	-626 495	277 248
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 236 124	1 958 877
VIII. TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 609 630	2 236 124

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30/06/2019

	En milliers de DH	
	Montant	Montant
INTITULÉS		
RÉSULTAT NET COMPTABLE	334 303	
Bénéfice net	334 303	
Perte nette		
RÉINTÉGRATIONS FISCALES	160 887	
1. COURANTES	5 693	
➤ Cadeaux à la clientèle	1 203	
➤ Redevances et locations non déductibles	266	
➤ Pénalités et amendes	0	
➤ dons, subventions et cotisations	239	
➤ Sponsoring & Mécénat culturel	3 985	
➤ Frais de réception et événements exceptionnels	0	
➤ Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	155 194	
➤ IS	139 460	
➤ Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	4 661	
➤ Charges non courantes	10 472	
➤ Provisions pour risques généraux	0	
➤ Charges sur exercice antérieurs	601	
DÉDUCTIONS FISCALES	0	118 272
1. COURANTES	0	118 272
➤ Dividendes		118 272
2. NON COURANTES	0	0
➤ Reprise de provision pour investissement		0
➤ Reprise de provisions pour autres risques et charges		0
TOTAL	495 190	118 272
RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		376 918
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		376 918
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

NATURE	En milliers de DH					
	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Droit au bail	0	0	0			0
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation	0	0	0			0
Logiciel informatique	0	0	0			0
Immeubles exploitation bureau	0	0	0			0
Immeubles hors exploitation	6 921	6 746	174	13 520	13 346	0
Terrain exploitation	0	0	0			0
Agencement Aménagement et Installation	0	0	0			0
Agencement Aménagement et Installation	0	0	0			0
Mobilier de bureau	0	0	0			0
Matériel roulant	0	0	0			0
Matériel roulant de fonction	0	0	0			0
Matériel de bureau	0	0	0			0
Immeubles exploitation logement de fonction	0	0	0			0
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction	0	0	0			0
Aménagement nouveaux locaux	0	0	0			0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	0	0	0			0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	0	0	0			0
Matériel Informatique (GAB & TPE)	0	0	0			0
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)	0	0	0			0
Télécommunications	0	0	0			0
Mobilier logement de fonction	0	0	0			0
Terrain hors exploitation	0	0	0			0
TOTAL GÉNÉRAL	6 921	6 746	174	13 520	13 346	0

DETTES SUBORDONNÉES DU 01/01/2019 AU 30/06/2019

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie				Conditions de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	- Dont entreprises liées -		- Dont autres apparentés -	
	de l'emprunt	Cours	Taux	Durée			30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,54%	10	Subordination classique	225 000				
MAD	1 000 000	100	3,07%	10	Subordination classique	1 000 000				
TOTAL	1 750 000					1 750 000	0	0	0	0

Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C - Tour Drive 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

Lot 57 Tour CPU
Quartier Casa Aïn - 17ème étage
20220 Hay Hassani Casablanca

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8.803.645, dont un bénéfice net de KMAD 334.303, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) arrêtés au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C - Tour 3 - La Marina
Casablanca
T: +212 (0) 22 40 25 / 06 21 23 47 34
Fax: 05 21 23 40 78 / 47 59

Sakima Bensouda-Korachi
Associé

PwC Maroc
PwC Maroc
Lot 57 Tour CPU, Casablanca
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 22 40 25 / 06 21 23 47 34
Fax: +212 (0) 22 40 78 / 47 59

Mohamed Rqibate
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux premiers semestres 2019 et 2018. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe (I) au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2017 est consultable dans l'actualisation du 1^{er} août 2018, enregistrée sous le numéro D.18-0104-A01, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2018 sous le numéro D.18-0104.

BILAN AU 30 JUIN 2019	En millions d'Euros	
	30 juin 2019	31 décembre 2018
ACTIF		
Caisse, banques centrales	178 729	185 119
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
↳ Portefeuille de titres	197 965	121 954
↳ Prêts et opérations de pension	316 675	183 716
↳ Instruments financiers dérivés	256 250	232 895
Instruments financiers dérivés de couverture	15 037	9 810
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
↳ Titres de dette	53 202	53 838
↳ Instruments de capitaux propres	2 303	2 151
Actifs financiers au coût amorti		
↳ Prêts et créances sur les Établissements de crédit	40 015	19 556
↳ Prêts et créances sur la clientèle	793 960	765 871
↳ Titres de dette	90 264	75 073
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 919	2 787
Placements des activités d'assurance	250 595	232 308
Actifs d'impôts courants et différés	6 853	7 220
Comptes de régularisation et actifs divers	117 876	103 346
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 784	5 772
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	30 811	26 652
Immobilisations incorporelles	3 688	3 783
Écarts d'acquisition	7 694	8 487
Actifs non courants destinés à être cédés		498
TOTAL ACTIF	2 372 620	2 040 836
DETTES		
Banques centrales	9 090	1 354
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
↳ Portefeuille de titres	100 405	75 189
↳ Dépôts et opérations de pensions	348 039	204 039
↳ Dettes représentées par un titre	61 783	54 908
↳ Instruments financiers dérivés	250 477	225 804
Instruments financiers dérivés de couverture	16 120	11 677
Passifs financiers au coût amorti		
↳ Dettes envers les Établissements de crédit	108 274	78 915
↳ Dettes envers la clientèle	833 265	796 548
↳ Dettes représentées par un titre	168 303	151 451
↳ Dettes subordonnées	18 718	17 627
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 190	2 470
Passifs d'impôts courants et différés	2 430	2 255
Comptes de régularisation et passifs divers	102 210	89 562
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	229 800	213 691
Provisions pour risques et charges	10 034	9 620
TOTAL DETTES	2 264 138	1 935 110
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	98 232	93 431
Résultat de la période, part du Groupe	4 386	7 526
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	102 618	100 957
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	1 517	510
TOTAL PART DU GROUPE	104 135	101 467
INTÉRÊTS MINORITAIRES	4 347	4 259
TOTAL CAPITAUX PROPRES	108 482	105 726
TOTAL PASSIF	2 372 620	2 040 836

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2019	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 060	5 709
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	5 895	7 303
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 021	2 554
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	794	(25)
Dotations nettes aux provisions	6 015	6 369
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(314)	(294)
(Produits) nets des activités d'investissement	(1 487)	(475)
Charges (produits) nets des activités de financement	(915)	64
Autres mouvements	(1 219)	(890)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(36 793)	11 775
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle et les Établissements de crédit	24 052	39 095
Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(56 383)	(24 164)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(3 776)	(2 435)
Impôts versés	(686)	(721)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(24 838)	24 787
Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations	1 574	607
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(708)	(541)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	866	66
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(2 853)	(4 044)
Augmentation de trésorerie provenant des autres activités de financement	12 784	7 553
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	9 931	3 509
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	601	1 395
IMPACTS NON MONÉTAIRES DES ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS	-	(724)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	(13 440)	29 033
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	182 523	175 061
Comptes actifs de caisse, banques centrales	185 134	178 446
Comptes passifs de banques centrales	(1 354)	(1 471)
Prêts à vue aux établissements de crédit	8 813	8 063
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 571)	(9 906)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	501	(71)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	169 083	204 094
Comptes actifs de caisse, banques centrales	178 747	211 455
Comptes passifs de banques centrales	(9 090)	(5 948)
Prêts à vue aux établissements de crédit	9 131	9 451
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(9 908)	(10 828)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	203	(36)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(13 440)	29 033

COMPTE DE RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2019	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Intérêts et produits assimilés	19 167	17 948
Intérêts et charges assimilés	(8 669)	(7 495)
Commissions (produits)	6 334	6 502
Commissions (charges)	(1 865)	(1 842)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	3 690	3 545
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	218	170
Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	2	14
Produits nets des activités d'assurance	2 318	2 133
Produits des autres activités	6 675	6 612
Charges des autres activités	(5 502)	(5 583)
PRODUIT NET BANCAIRE	22 368	22 004
Frais de personnel	(8 667)	(8 385)
Autres charges générales d'exploitation	(5 973)	(6 434)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 244)	(809)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 484	6 376
Coût du risque	(1 390)	(1 182)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 094	5 194
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	314	294
Gains nets sur autres actifs immobilisés	1 471	206
Écarts d'acquisition	(819)	15
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 060	5 709
Impôt sur les bénéfices	(1 462)	(1 476)
RÉSULTAT NET	4 598	4 233
Dont intérêts minoritaires	212	273
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	4 386	3 960
Résultat par action	3,35	3,02
Résultat dilué par action	3,35	3,02



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 DH
Siège Social : 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél : +212 (0) 5 22 46 10 00



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change